

Economie+ Gabon

& BUSINESS FINANCES



Shell Gabon

55 ans d'actions positives pour la préservation des écosystèmes.

PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION

Exemplaire gratuit, ne peut être vendu

L'ESSENTIEL

ENTREPRENEURSHIP

Entreprenarium du Gabon (EdG) ou l'initiative prometteuse du premier accélérateur d'entreprise de la zone Afrique Centrale

Lire p.5

SOCIAL & SOLIDAIRE



Inspection des bassins versants par le président Ali BONGO ONDIMBA

Lire p.7

AGRICULTURE

Changement de directeur à la tête de l'IGAD

Lire p.8

SPORT

Moto Show Saison 2

Lire p.9-10

NEW YORK FORUM FOR AFRICA 2014

Bilan Positif : Ce que le Gabon a Gagné



Lire p.13

DOSSIER

Développement Durable

Le Gabon est vert sur la carte du monde



ENVIRONNEMENT : Contre l'insalubrité : Grandes ambitions, et moyens limités (avec Louis Léandre Ebobola Tsibah, DG de l'environnement et de la protection de la nature)

ECONOMIE CIRCULAIRE : L'économie circulaire, une norme dominante du futur

BIODIVERSITÉ : Aménagement des cours d'eau par TNC

RSE : Réseau TWICE de Total Gabon

ENVIRONNEMENT : SOBRAGA pilier du développement socio-économique durable

Lire p.15-22





**55 ans d'actions positives pour la
préservation des écosystèmes.**



Shell Gabon

Sommaire N°31



VIE ECONOMIQUE4-13

INITIATIONS : CES, 2ème Journée portes ouvertes: Les objectifs sont atteints, et le Président Paul Biyoghé Mba satisfait.

BANQUE FINANCE : Banque Finance ALIOS Emprunt obligataire

ENTREPRENEURSHIP : Entrenariarum du Gabon (EdG) ou l'initiative prometteuse du premier accélérateur d'entreprise de la zone Afrique Centrale.

BANQUE FINANCE : EMPRUNT OBLIGATAIRE FAGACE Appel public à l'épargne, sur le marché financier d'Afrique Centrale

AUTO : Libreville a choisi la Ford Focus Star 2014 du dernier Salon de l'auto de Genève pour abriter les nouveaux taxi-compteurs

RESSOURCES HUMAINES HSD : Human Ressource Solutions : Une entreprise au cœur de la valorisation du capital humain

AUTO : Leirhan Car Rental, Une PME type, responsable au plan sociétal

FORMATION : Bolloré-Gabon s'engage dans le cadre d'un contrat de formation-emploi pour 100 jeunes.

EDUCATION : International School of Gabon Ruban Vert, un complexe scolaire moderne, tout English

DIPLOMATIE ECONOMIQUE : CFAO /Peugeot en majesté, à la résidence de France

SOCIAL & SOLIDAIRE : Inspection des bassins versants par le président Ali BONGO ONDIMBA

SOCIAL & SOLIDAIRE : Junior Achievement Gabon

PROFIL : Profil de Jacqueline BIGNOUMBA : Présidente UPEGA

HYDROCARBURES : Premier forum national sur le pétrole et le gaz

AGRICULTURE : Changement de directeur à la tête de l'IGAD

COOPERATION ECONOMIQUE : Gabon-Monaco des hommes d'affaires affiliés à la Chambre de Développement

Economique de Monaco en visite au Gabon

ENERGIE : Maintenance industrielle. SOGABEL, une société gabonaise de bobinage et d'électricité, en pleine expansion

SPORT : Moto Show Saison 2

MINES : Démarrage de l'exploitation du gisement de fer de Belinga de la SEM

New York Forum For Africa 2014

BILAN POSITIF : Ce que le Gabon a Gagné

EDUCATION : Jeunesse d'Afrique, le pari gagnant du Gabon

LABEL AFRICA : Transformer la marque africaine

TELECOMS : Canal+ : Première émission délocalisée en Afrique ... Elé Asu et toute l'Equipe de l'émission " Réussite ", en tournage à Libreville.

SPECIAL DEVELOPPEMENT DURABLE15-22

ENVIRONNEMENT : Des compétences avérées, mais des moyens limités (Avec le DG de l'Environnement)

ENVIRONNEMENT : Introduction au Gabon Vert

ECONOMIE CIRCULAIRE : Economie Circulaire. Principes

ENVIRONNEMENT : Gabon Vert Le Gabon s'inscrit dans la durabilité. Avec Charles Diène Senghor

BIODIVERSITE : Aménagement des cours d'eau par TNC The Nature Conservancy avec Marie Claire PAIZ

PROTECTION ET SECURITE : MATFORCE 3M

RSE : Réseau TWICE de Total Gabon

ENVIRONNEMENT : SOBRAGA, la Société des Brasseries du Gabon. Un pilier du développement socio-économique durable

HYDROCARBURES : UPEGA : Union Pétrolière Gabonaise

ENVIRONNEMENT : Shell Gabon première entreprise à la pointe de la réduction du torchage de gaz

RSE : Diversité et Inclusion à Shell Gabon, un Bureau entièrement dédié à la Promotion Genre

Édito

Le Gabon Vert sur la carte du monde

Les modes de production, de transformation et d'investissement ont changé. L'approche humaine ne se fait plus aujourd'hui sans prise en compte des principes de la déclaration de Rio. Depuis 1992, et suite au sommet décisif de Rio sur l'environnement et le développement durable, aucun pays n'est en marge de la nouvelle orientation du développement prônée par tous.

Le Gabon qui n'est pas resté à la traîne, a amorcé avant l'heure, sa marche déterminée vers le développement durable, sur les trois secteurs clés qui le sous-tendent, à savoir : l'économie, le social et l'environnement. Le pays est aujourd'hui sur la bonne voie, sur les axes fondateurs de la viabilité, de l'équité et de la durabilité.

Avec ses 13 parcs nationaux, une forêt équatoriale réputée parmi les mieux préservées au monde, le Gabon reste un modèle international crédible. Sa voix est devenue le porte-étendard des politiques de développement durable dans le cadre des stratégies pour l'émergence des pays d'Afrique.

Le Gabon est engagé dans la gestion durable de ses ressources naturelles, et c'est à la hauteur de **cet engagement, que le pays occupait en 2010, le 9^{ème} rang africain et 95^{ème} mondial parmi les pays les plus respectueux de l'environnement.** Ce classement très encourageant, obligeant plus que jamais à veiller au respect scrupuleux des normes environnementales ; lesquelles partant de l'économie engagent la responsabilité individuelle vis-à-vis de l'environnement et la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Toutes les entreprises (pétrolière, minière, forestière, agro-industrielle, agro-alimentaire, etc.) prennent le pas de la démarche volontaire (parfois pour l'image), tant sur le plan national qu'international. La finalité : soutenir les autorités du Gabon à atteindre les objectifs escomptés en matière de développement durable.

L'économie du Gabon tend vers la diversification. Fortement dépendante des industries extractives désormais sous le mode durable, le volet social est devenu un levier moteur de plusieurs initiatives tournées vers l'amélioration des conditions de vies des populations. Le nouveau contrat social pour la lutte contre la pauvreté et la précarité établie par le Chef de l'Etat, en atteste son discours du 31 janvier 2014.

Le plus grand des chantiers de l'Etat est en branle. Il entraîne des mouvements en vagues dont : Assises sociales pour le partage fruits de la croissance, couverture médicale universelle, assises RSE, érection de quartiers modèles, réhabilitation des quartiers sous intégrés, amélioration du cadre de vie, mise en œuvre de services sociaux de base, assainissement, etc. Il y a également le **nouveau code minier** qui entend prescrire la pré-transformation de toute matière première issue de l'industrie extractive, comme c'est déjà le cas dans l'industrie forestière. Et pour intensifier le développement, l'industriel doit s'engager dans la gestion durable de ses ressources naturelles.

C'est en cela que le développement durable est une démarche de soutien à la préservation des ressources naturelles, en même temps, levier important de la croissance.

La rédaction

OFFRE D'EMPLOI

SOCIÉTÉ DE LA PLACE RECHERCHE COMMERCIAL AVEC 8 ANS D'EXPÉRIENCE MINIMUM.

Envoyer CV et lettre de motivation par courriel à l'adresse suivante : contact@economie-gabon.com
Préciser dans le sujet votre NOM et Prénom précédés de la référence suivante COM/EXP/ECOGAB/30



GESTION ET ADMINISTRATION :

Gérant : Philippe Chandezon
pchandezon@economie-gabon.com

Directeur de la publication :

Philippe Chandezon

Comité de rédaction : ont participé à la réalisation de ce numéro, Anna Kane, Pambo Moussoungou, Siméon Minka, Annie-Laure Cordier, Paul Mbamba, Nyamba.

Correspondant Royaume-Uni :

Blanche Matchanga
contact@economie-gabon.com

Correcteur / Rewriter : Emmanuel Douho
contact@economie-gabon.com

Responsable Stratégie et Développement :

Anna Kane
Tél : +241 07 98 1108
akane@economie-gabon.com

Responsable Multimédia :

Annie-Laure Cordier
Tél : +241 04 79 49 05
contact@economie-gabon.com

Responsable Réseau de distribution

Libreville et Port-Gentil :
Louis Georges Agondjo
contact@economie-gabon.com

Directeur artistique : Thomas Ouedraogo
Infographie & montage : ©Studio Araignée Sarl
Impression : Multipress Gabon D 5280/13

Tirage : 10 000 exemplaires

Informations Légales :

MOBILITY MEDIA AFRICA Société éditrice de : Economie Gabon+ Sarl au capital de 85.000.000 FCFA - RCM N°2010B09428
Numéro statistique : 771 619 H
Récépissé de déclaration de constitution d'un organe de presse : N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 juin 2010

Siège social : immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon

Site Internet : www.economie-gabon.com

Facebook : facebook.com/economiegabon.plus

Twitter : twitter.com/EconomieGabon

INSTITUTIONS

2^{ÈME} JOURNÉE PORTE OUVERTE AU CES

Les objectifs sont atteints et le Président Paul Biyoghé Mba satisfait.

Par Pambo Moussoungou



Economie Gabon+ : Monsieur le Président, quelle est la raison de la tenue de cette deuxième journée ?

Paul Biyoghé Mba : C'est une opportunité pour les conseillers, le personnel et surtout le public qui s'est déplacé malgré la pluie, de connaître davantage le CES à travers ses missions, son fonctionnement et ses relations avec les autres institutions. C'est aussi une occasion pour recueillir les avis des gabonais car avec des contributions pertinentes comme celles que nous avons eues, nous pouvons améliorer les choses.

C'est important de s'ouvrir à tout le monde d'autant plus que nous conseillons à la satisfaction du plus grand nombre.

Economie Gabon+ : Au cours de votre présentation, vous avez parlé de perspectives...

Paul Biyoghé Mba : Nous voulons être dans les mêmes standards que les autres CES. Vous savez,

nous sommes membres de plusieurs organisations et institutions internationales. Nous nous servons des expériences d'ailleurs sur un certain nombre d'aspects constitutionnels, organisationnels mais aussi en termes de fonctionnement, de capacité d'action et de communication. C'est la raison pour laquelle, il est important que des réformes soient entreprises, et qui doivent être appréciées par le Président de la République.

E G+ : Vous avez retenu principalement deux thèmes d'actualité pour cette journée notamment la notion d'activité génératrice de revenu (AGR). Quel peut être l'apport du CES dans ce cadre ?

Paul Biyoghé Mba : Je voudrai d'abord revenir sur le premier thème, à savoir la protection sociale. Il s'agit de la protection de l'Homme en tant que personne physique ou morale. Il est au centre de toute politique et le principal destinataire. Pour cela, il a besoin de multiples protections (juridique, santé, éducation, emploi, ...) pour vivre en sécurité et bénéficier d'un plein épanouissement. Par exemple, l'une des manières de le protéger est de lui garantir les moyens de travailler ou un emploi. Dans cet objectif, les activités génératrices de revenus jouent un rôle important. Il ne faut pas toujours associer les AGR à la pauvreté. Un ingénieur, un architecte un juriste, un économiste, peut développer des AGR. Nous pensons que ces activités peuvent être conduites rapidement. Celles-ci doivent engranger de l'argent si elles sont bien conduites ; et ainsi créer les conditions pour subvenir aux besoins des ménages. C'est aussi une forme importante de sécurité pour l'Homme et le CES compte s'investir là-dessus en relation avec d'autres structures, pour encourager les gabonais à aller dans ce sens.

"Au-delà des théories institutionnelles, le Conseil Economique et Social a trouvé sa démarche pour se mettre à l'écoute des citoyens."

BANQUE FINANCE

ALIOS lance un Emprunt obligataire

Cérémonie de lancement officiel de l'Emprunt obligataire de l'établissement de crédit Alios à Gabon Mining Logistic (GML), à travers une conférence de presse présidée par M. Léandre Bouandza Directeur général de BGFIBourse, de M. Faissal Charour Directeur Général d'Alios Finance Gabon et de M. Marcel Ondele Secrétaire Général de la COSUMAF.

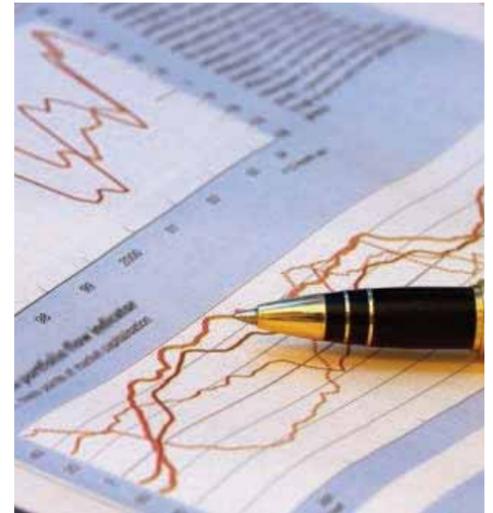
Par Siméon Minka

C'est le Dg de Alios Finance Gabon qui est intervenu le premier en présentant tout d'abord son entreprise. Alios Finance Gabon est présente au Gabon depuis 48 ans. Elle a été créée en 1966 sous le nom d'AGACA, dans son évolution elle changera de dénomination en s'appelant HOLDEFI en 1998, devenant en 2006 Alios Finance groupe. Toute les filiales du groupe présentes dans plusieurs pays africains changent de dénomination pour s'appeler Alios.

Les différentes offres d'Alios sont le crédit bail (leasing), la location longue durée, les crédits d'investissement et le crédit à la consommation. Les principales cibles sont les petites et moyennes industries et les petites et moyennes entreprises (PMI/PME), les grandes entreprises et les particuliers. Les principales valeurs d'Alios sont la proximité du partenariat, l'innovation (toujours à la recherche de produits nouveaux pour ses clients). FAISSAL n'a pas manqué de souligner que le portefeuille d'Alios est passé de 33 milliards de francs CFA en 2008 à plus de 60 milliards de francs, presque le double en moins de 6 ans.

Les principaux objectifs d'Alios d'appel public à l'épargne par emprunt obligataire sont de diversifier ses ressources de refinancement, de disposer des ressources longue durée. Il s'agit donc du lancement sur le marché financier de l'Afrique Centrale d'un emprunt obligataire d'un montant de 10 milliards de F CFA rémunéré au taux de 6,25% brut l'an. Le prix de l'action est de 10 000 F CFA, soit un total d'un million d'obligations qui seront cotées à la Bourse des valeurs du marché d'Afrique Centrale.

La période de souscription est ouverte du 02 juin au 31 juillet 2014 auprès de BGFIBOURSE située à



Batterie IV. L'émission obligataire est ouverte à toute personne physique et morale résidant ou non en zone CEMAC. L'emprunt obligataire « Alios Finance Gabon 6,25% brut 2014-2021 » est régi par le droit gabonais. Seuls les tribunaux de Libreville seront compétents pour statuer sur tout litige pouvant découler de son exécution et de son interprétation. La durée de l'emprunt est de 7 ans, de 2014 à 2021.

Le Secrétaire de la Cosumaf, M Ondelé a rappelé que son institution est l'autorité de tutelle et de régulation du marché financier en Afrique Centrale. Elle a les prérogatives de la puissance publique et jouit d'elle a les prérogatives de la puissance publique et jouit d'une indépendance tant des politiques que du monde des affaires. La demande d'emprunt obligataire d'Alios a été approuvée par le Collège de la cosumaf au cours de sa réunion à Brazzaville le 21 avril 2014.

EMPRUNT OBLIGATAIRE PAR APPEL PUBLIC A L'EPARGNE
«Alios Finance Gabon 6, 25% brut 2014- 2021»
Montant global de l'opération :10 milliards de Francs CFA

Fructifiez vos investissements

COMMUNIQUE

Alios Finance Gabon, établissement de crédit spécialisé, présent au Gabon depuis 48 ans, lance sur le marché financier de l'Afrique Centrale un emprunt obligataire d'un montant de 10 milliards de F CFA rémunéré au taux de 6,25% brut l'an.

Cette opération, d'une durée de 7ans et qui bénéficie de la lettre de confort de la maison mère Alios Finance SA, vise à soutenir la demande de plus en plus forte de sa clientèle, notamment en matière d'accès à l'immobilier et aux équipements de grande consommation.

L'offre est composée de 1.000.000 (un million) d'obligations d'une valeur nominale de 10.000 F CFA chacune et s'adresse aux personnes physiques et morales résidentes ou non dans la zone CEMAC. La cotation des titres sera assurée par la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC), et les revenus y relatifs bénéficieront du régime fiscal dérogatoire applicable aux titres cotés à la BVMAC, soit un taux d'IRCM de 5% libératoire de toute autre imposition.

Les souscriptions sont ouvertes du 02 Juin au 31 juillet 2014 auprès de BGFIBourse et des membres du syndicat de placement.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter les numéros suivants : (241) 04 29 29 63 ou (241) 02 07 07 68 ou par email : souscriptions.bgfibourse@bgfi.com • souscription@alios-finance.com

Alios Finance, Plus proche pour aller plus loin.

Période de souscription :
02 juin au 31 juillet 2014

Prix d'émission :
10 000 FCFA

Nombre de titres :
1 000 000 obligations

Durée :
7 ans

Émetteur :



Arrangeur et Chef de File :



Syndicat de Placement :

- Groupe BGFIBank
- La Financière SA
- Africa Bourse

Cotation :



ENTREPRENEURSHIP

Entrenarium du Gabon (EdG) ou l'initiative prometteuse du premier accélérateur d'entreprise de la zone Afrique Centrale.

Le Gabon s'est donné pour objectif national de devenir un pays émergent à l'horizon 2025. Ce défi sera relevé entre autres grâce à un secteur privé dynamique porté par des startups et des petites et moyennes entreprises solides et innovantes. Face à cette ambition, une série d'initiatives ont émergé pour créer un terreau favorable aux potentiels entrepreneurs gabonais. L'Entrenarium du Gabon (EdG) figure sans doute parmi les initiatives les plus prometteuses.

L'Entrenarium du Gabon (EdG) est le premier accélérateur d'entreprise de la zone Afrique Centrale doté d'un service d'incubation et d'un centre de gestion partagé. Les services de l'EdG s'adressent particulièrement aux entreprises de 0 à 5 ans avec un potentiel de chiffre d'affaires d'au moins 50 millions de FCFA par an et exerçant dans les secteurs de l'agriculture, des industries de transformation ou dans l'économie numérique. Concrètement, l'EdG offre des formations sous forme de cours ou d'ateliers pratiques. Ces formations sont dispensées par des chefs d'entreprises expérimentés, des consultants et des experts. Les thèmes des formations couvrent des sujets classiques tels que la comptabilité d'entreprise, l'élaboration de business plan, les techniques de vente ou la gestion des ressources hu-

maines. Des sujets plus innovants sont aussi abordés tels l'utilisation des médias sociaux ou des NTIC pour développer sa clientèle, la création de sociétés coopératives et participatives ou encore la présentation d'opportunités d'investissement inscrites dans le Plan Stratégique Gabon Emergent.

L'EdG, c'est aussi un service de fonctions supports mutualisés. Les PME mutualisent leurs besoins tout en réduisant leurs coûts de fonctionnement en partageant leurs dépenses en services comptables, en achats, en services informatiques ou en services généraux.

Les entrepreneurs peuvent également avoir accès à des espaces de travail partagés et équipés, appelés également « coworking ». Ils peuvent ainsi réseauter

et échanger avec d'autres entrepreneurs.

Les deux programmes phares de l'EdG sont l'Accélérateur de PME et le Business Plan Booster :

- L'Accélérateur de PME est un programme qui reprend une méthode américaine, le « lean start-up », qui privilégie le travail de terrain à la planification depuis un bureau. Les conseillers de l'EdG accompagnent les dirigeants de PME et de startups pour tester sur le terrain leurs produits et leurs services, dans des conditions au plus proche du réel afin de démontrer la viabilité de leur modèle d'affaires.
- Le Business Plan Booster est un programme s'adressant à des entreprises créées depuis quelques années et qui sont en phase de développement. Les équipes de l'Entrenarium du Gabon accompagnent les dirigeants d'entreprises afin de réaliser un diagnostic de leur organisation et de leur stratégie afin de concevoir un plan de transformation pour plus de performance.

Enfin, l'EdG propose ses services aux banques et aux institutions gouvernementales afin de jouer un rôle de filtrage destiné à réduire le taux d'échec des PME dans lesquelles elles souhaitent investir ou prêter des capitaux.

Actuellement en phase pilote, l'EdG peaufine ces programmes avec quelques PME locales dont, une startup spécialisée dans la création de boutique en ligne pour des tiers ; un site de formation et de coaching en ligne pour les entrepreneurs gabonais de la diaspora ou encore une plateforme répertoriant les opportunités de partenariat public-privé au Gabon. Dès le mois d'Août, les candidats entrepreneurs pourront prendre connaissance des programmes auxquels ils sont éligibles ou le thème de la prochaine formation en visitant le site de l'EdG à www.entrenarium.org. L'équipe dirigeante de l'EdG est composée de Devry Ross, Directrice Opérationnelle, qui a passé 20 ans de son expérience professionnelle auprès de prestigieuses banques d'investissements américaines telles que Morgan Stanley ou la Sun Trust Bank. Elle est détentrice d'un MBA de la New York University. Elle est assistée par Yannick Ebibie Nze, ancien responsable d'un programme d'assistance aux PME de la mairie de Philadelphie aux Etats-Unis. Il est détenteur d'un double Master en Entrepreneuriat de Temple University aux USA et du Centre Franco-Américain de Management de Lyon en France.

La rédaction

AUTO

Les nouveaux taxi-compteurs de Libreville ont choisi la Ford Focus, star 2014 du dernier Salon de l'auto de Genève, élue le véhicule le plus vendu au monde.



Dès leur mise en route, les premiers taxis-compteurs ont séduit le-tout-Libreville.

À l'instar des grandes villes, Libreville a voulu se doter de taxis-compteurs dignes de notre capitale. 25 véhicules au total ont été mis en service, 75 suivront dans les semaines à venir. Les véhicules ont été fournis par SIVVA, l'importateur officiel et exclusif de la marque au Gabon.

Ces taxis-compteurs Ford Focus dotés de tout le confort offrent sécurité et fiabilité pour tous, et pour toutes les distances. Ils arrivent à point nommé, si l'on sait que la sécurité est devenue un besoin récurrent, exprimé par la plupart des usagers. La Ford Focus présente les dernières caractéristiques innovantes tant sur le design extérieur que sa technologie qui renforcent l'attrait que suscite la marque Ford auprès de ses clients. Par ailleurs, elle respecte toutes les normes du GREEN CONCEPT de la marque, qui font corps avec les préoccupations environnementales défendues par le Gabon.



Libreville a choisi la Ford Focus Star 2014 du dernier Salon de l'auto de Genève pour abriter les nouveaux taxi-compteurs VF

RESSOURCES HUMAINES

HSD Human Resources Solutions : Une entreprise au cœur de la valorisation du capital humain

HSD Gabon est une jeune société, créée en 2010. Ses activités tournent autour du recrutement et de la mise à disposition de personnel et, s'étendent sur Libreville, Port-Gentil, Franceville et bientôt Moanda (deux mois environ).

Landry NKAM Directeur pays, nous parle de la structure et de son métier : le recrutement.

« Chez-nous, le recrutement se fait selon deux modes, sur demande des entreprises, dans ce cas, nous proposons une liste de CV, et le personnel est mis à disposition aussitôt. Dans le deuxième cas de figure, nous embauchons le personnel qui, est ensuite mis à disposition dans le cadre d'un intérim, pour des prestations diverses. Dans les entreprises pour des durées couvrant les besoins ponctuels exprimés. Et

si les compétences ne sont au top, à nous de les valoriser à travers la formation, pour offrir chaque fois et à tous les niveaux, un personnel de qualité. HSD Gabon est une entreprise engagée autant avec ses clients que pour ses employés : lesquels, affectés ou internes, bénéficient d'une assurance complémentaire en plus de la CNAMGS, y compris pour leurs ayants droit.

HSD Gabon appartient au groupe HSD qui a vu le jour en 2004 à Chypre où elle a son siège. Sa principale activité est la valorisation des ressources humaines. HSD est un groupe présent dans 14 pays que sont le Cameroun, le Congo Brazzaville, le Tchad, la République Démocratique du Congo, la Guinée Equatoriale, la République de Guinée, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Benin, la Sierra Leone, le Libéria, le Gabon pour ce qui est de l'Afrique et l'Espagne et Chypre concernant l'Europe. Elle a été créée à l'initiative de trois hommes Hubert Nana, Salouck qui sont Chypriotes et de Didier un français. Les deux régions de l'Afrique ont à leur tête des directeurs régionaux. On constate que les activités sont principalement exercées en Afrique. La branche Europe se développera via la filiale de l'Espagne. HSD Gabon compte 700 employés affectés à différentes entreprises de la place et 21 employés en interne. Le Gabon est la plus jeune représentation installée en Afrique.

La rédaction

HSD Gabon, une entreprise aux dents longues

Ses objectifs en 2014 :

- Devenir numéro 1 dans le domaine de l'intérim d'ici à la fin de l'année, actuellement N°2 du placement du personnel.
- Devenir N°1 au plan sous-régional, par rapport aux autres représentations du groupe en Afrique Centrale.

Par ailleurs, la Vision HSD de Gabon est de développer son activité de Port-Gentil qui mérite, un plus grand intérêt.

EMPRUNT OBLIGATAIRE

FAGACE 5,25% net 2014-2019 : Appel public à l'épargne, sur le marché financier d'Afrique Centrale.

Le lancement officiel de l'emprunt obligataire du Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) a eu lieu le 17 juin dernier au Gabon ; en présence de Marcelin Agaya, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et de la prospective du Gabon, Justin Usinga, Représentant du directeur général du Fagace et ses collaborateurs dont : Mme Emmanuelle Migan Directrice des risques, Innocent Dimi Directeur général de la Financière (institution collecteur de l'emprunt obligataire) et, Alexandre Gandou, ancien Président de la Commission de surveillance du marché financier d'Afrique centrale (COSUMAF). Ce dernier était présent pour caution morale.

Le FAGACE entend lever 40 milliards de FCFA au titre de l'emprunt obligataire par appel public à l'épargne, sur le marché financier d'Afrique centrale. Rémunérée à 5,25 % net par an sur cinq ans entre 2014 et 2019, le montant de l'obligation est de 10.000 francs CFA. L'opération dont les souscriptions ont commencé le 05 juin dernier, s'achève le 15 juillet prochain.

Le Conseiller spécial M. Justin Usinga, a parlé au nom du directeur général de FAGACE, expliquant aux milieux d'affaires gabonais, les raisons qui ont présidé au lancement de cette opération, en ces

termes : « En souscrivant, vous ne confiez pas seulement vos épargnes au FAGACE, mais vous contribuez au développement de la sous-région aussi ». Il a rajouté, que c'était également, une réponse aux nombreuses sollicitations des opérateurs économiques de la sous-région. M. Justin Usinga a bien indiqué que la "Financière", une société de bourse, est l'arrangeur de l'opération, avec pour co-chef de file, BGF Bourse. L'opération a reçu l'aval de la COSUMAF, ce que Marcel Ondèle, le Secrétaire général présent dans l'assistance a confirmé.

Siméon Minka

AUTOMOBILE

LEIRHAN CAR RENTAL : UNE PME TYPE, RESPONSABLE AU PLAN SOCIÉTAL

“ Notre objectif : Devenir numéro 1 de la location de véhicules au Gabon ”

Créée en janvier 2012 avec 2 employés et 3 voitures, Leirhan Car Rental opère dans le secteur de la location de voiture. Amoa Adamou, son directeur général nous a présenté la structure qui tourne avec dix agents, une vingtaine de véhicules, deux bureaux (Centre-ville et aéroport) et, une base à Owendo qui sert de garage/dépôt.

Par Pambo Moussoungou

Dès l'entame, Amoa Adamou déclare tout de go : “ Nos débuts plutôt laborieux ont été soutenus par une grande ambition ». Et de rajouter : “ Pour monter l'entreprise, nous n'avons pas eu la chance d'un appui financier institutionnel quelconque. Il faut dire que les banques frileuses, appliquent des principes de prudence ; vu les déboires de structures de location qui font faillite après avoir été financées. Il faut se mettre donc à la place du banquier, pour comprendre aisément leur attitude, généralement incompréhensible”.

“ Le New York Forum AFRICA 2014 est pour nous, un bon plan, nous avons le sentiment d'avoir contribué à la réussite de cette grande messe ”.

Dernièrement, nous avons eu le New York Forum AFRICA 2014, ce fut pour nous, l'occasion d'assurer le transport des jeunes qui participaient au 1st African Citizen Summit. Je tiens à dire que les organisateurs du NYF Africa ont fait l'effort de mettre à contribution des opérateurs de taille modeste comme nous. Sinon, les clients les plus intéressants généralement pour le loueur que nous sommes, ce sont les entreprises. Elles ont des besoins ponctuels, prennent des chauffeurs de chez Leirhan Car. Dans ce cas d'espèces, le véhicule peut être tracé ; à la différence de certains clients, souvent des particuliers qui vont dans des zones difficiles d'accès et qui, parfois ramènent les voitures en mauvais état.

Comment le projet Leirhan Car Rental a-t-il été une réussite

“ Lorsqu'on démarre un projet, il faut y mettre 100% de son temps. Il faut sans cesse se préoccuper de la satisfaction du client. Il faut se fixer des objectifs, faire l'effort d'innover pour se démarquer des concurrents. “Aujourd'hui, notre objectif est : Devenir numéro 1 de la location de véhicules. Le marché de Port-Gentil nous intéresse, il y a de la place pour tous, notamment dans la location longue durée”.



La qualité, un pré-requis pour toute PME qui cherche l'estampille “ responsable ”

La prise en compte de la qualité dans le domaine de la location de voitures est une priorité. Nous avons un parc essentiellement constitué de voitures neuves de moins de 6 mois. L'entretien étant assuré par les différents concessionnaires qui sont nos fournisseurs. Nous nous contraignons à ne pas prendre des véhicules d'occasion, bien trop souvent rebus, issus d'autres cieux. L'ensemble de nos effectifs, est affilié à la CNAMGS, et nous offrons en plus, une assurance complémentaire. Les traitements en termes de salaire, sont plutôt avantageux par rapport à nos concurrents ; la preuve, plusieurs employés d'autres structures, postulent Chez Leirhan Car Rental.

FORMATION PROFESSIONNELLE / EMPLOI

Bolloré-Gabon s'engage dans le cadre d'un contrat de formation-emploi pour 100 jeunes.

Une centaine de jeunes vont être engagés par Bolloré Africa Logistics Gabon, dans les prochaines semaines, et ce grâce au Fonds d'insertion et de réinsertion professionnelle (FIR), mis en œuvre dans le cadre d'un contrat de formation-emploi.

Par Siméon Minka

Pour matérialiser cet engagement qui s'inscrit dans la suite logique des recommandations des premières Assises sociales de Libreville, Simon Ntoutoume Emame, ministre du travail, de l'Emploi et de la formation professionnelle, et Yves Deblesme, directeur général de Bolloré au Gabon, ont signé jeudi 27 mai, un partenariat dans le cadre du Fonds d'insertion et de réinsertion professionnelle (FIR) en présence de Jean Oscar Nzoutsi Diosse, directeur général de l'Office national de l'emploi (ONE), qui est chargé de piloter le dispositif technique (réception des can-

didatures, choix des stagiaires...). Et à Yves Deblesme de rappeler que cette signature est le début d'une longue collaboration. Au cours de la cérémonie, Monsieur le ministre a souhaité que ce partenariat rende opérationnelle la volonté de Monsieur le Président de la République. Ainsi, a-t-il insisté pour que Bolloré contribue à la formation de cinq personnes handicapées dans le cadre du FIR, pour respecter la directive du président de la République. Par ailleurs, il a ajouté que la convention relative aux métiers du transport et de la logistique maritime (fret, aconage, logistique, transport maritime) doit être étendue à tous les travailleurs de la mer pour aboutir à la formation de 1500 jeunes.

EDUCATION

International school of Gabon Ruban vert, un complexe scolaire moderne, tout " English "

Par Siméon Minka

C'est en mai 2014 que la vision de l'école a été déclinée, Jean Luc Aupoix, en même temps directeur et fondateur l'a fait savoir. Il s'agit : d'inspirer la passion et développer des compétences de leadership international, par le biais de l'apprentissage, pour créer un monde meilleur. A l'en croire, « on ne naît pas leader mais on peut le devenir », et même si des personnes naissent avec quelques aptitudes, il leur faut travailler pour y arriver. Il s'agira ainsi pour l'établissement, de communiquer à ses apprenants, un certain nombre de valeurs dont celle de la protection de l'environnement et le respect de la biodiversité, entre autres.

Le complexe scolaire en construction, s'étendra sur plus de 7 hectares dont, 4 totalement dédiés, à la verdure, (végétaux, arbres médicinaux, fruitiers...). L'espace offert par l'établissement devra être au final, un outil de travail pour les enseignants et un cadre d'apprentissage pour les élèves. À travers les programmes, l'enseignement et prodigué sera de dimension internationale, à l'image des écoles des plus réputées au monde. Par ailleurs, d'autres programmes de dévelop-

pement de connaissances et compétences de très haut niveau, seront déroulés, pour permettre aux élèves, d'intégrer plus tard, les meilleures universités internationales, sans phase de transition.

Dans un désir de contribuer au développement du Gabon et de la sous-région, l'International School of Gabon Ruban Vert, propose de financer des bourses d'études, lors de la prochaine année scolaire qui débute le 27 août. Dans ce cadre, les futurs candidats devront être prêts début juin, pour le dépôt de candidature, le nombre de boursiers n'excédant pas les 20% de l'ensemble des effectifs du complexe scolaire. La sélection se fondera sur les critères de talents, de mérite, de personnalité et de potentiel. La bourse ne sera octroyée qu'aux gabonais dans un premier temps, pour s'ouvrir aux élèves de la sous-région de l'Afrique Centrale, à terme.

Provisoirement, les cours ont lieu dans un site situé aux bas de Gué-Gué.

Pour rappel, l'International School of Gabon Ruban Vert avait préalablement ouvert ses portes le 1er octobre 2013, avec une cinquantaine d'élèves, partant du niveau maternelle à classe supérieure équivalant à la 4^{ème} de l'enseignement traditionnel du pays.



LOUEZ VOTRE VOITURE à partir de 35 000 FCFA par jour

Véhicules climatisés - Assurance - Chauffeur - Assistance kilométrage illimité

Hall de l'aéroport
Centre ville, étage immeuble ex Air Afrique
BP. 311 Libreville Gabon
Tél : 01 76 17 22 / 07 00 87 00
Fax : 01 77 35 86
Email : leirhancarental@gmail.com

Tel : +241 07 00 87 00
Mail : leirhancarental@gmail.com



DIPLOMATIE ECONOMIQUE

Peugeot en majesté, à la résidence de France

Sous la houlette de Son Excellence, l'ambassadeur de France au Gabon, Monsieur Jean François DEMAZIERE, cérémonie de présentation des deux modèles de voitures Peugeot par CFAO à la résidence de France.



Les deux modèles Peugeot ont été présentés par Denis Zappulla le PDG de CFAO. Il a tenu à présenter les liens historiques de CFAO et l'Afrique en général, de CFAO et le Gabon en particulier. En effet, la CFAO est présente au Gabon depuis plus de 80 ans. Elle emploie à travers ses différentes filiales plus de 500 personnes, elle est présente à Libreville, Franceville, Port-Gentil. Son chiffre d'affaires est de 80 milliards de FCFA. La voiture Peugeot a longtemps été « la voiture de l'Afrique », mais s'est vu progressivement grignoter des parts de marché à cause notamment de l'inadaptation de gammes proposées à certaines spécificités du continent. Ce qui est en train d'être revu avec la proposition de ses deux modèles, les Peugeot 2008 et Peugeot 301.

Tous ont répondu présents, Ministres, Responsables d'Institutions, Diplomates Accrédités, Chefs d'entreprises, ... à l'invitation du groupe CFAO et de Peugeot. La soirée récréative, organisée le Jeudi 5 juin 2014 à la résidence de France au Gabon, a permis à Peugeot de reconquérir les cœurs des amoureux et consommateurs des berlines et plus singulièrement de cette vieille « Dame » française, considérée pendant longtemps comme la voiture de l'Afrique, et qui aurait perdu de sa notoriété au fil des ans.

Le constructeur a décidé de redynamiser son image et son produit. Le marché gabonais est un marché concurrentiel. Aujourd'hui Peugeot est un véhicule adapté aux conditions des routes exigeantes d'Afrique.

La rédaction



SOCIAL & SOLIDAIRE

Inspection des bassins versants par le président Ali BONGO ONDIMBA

Le président de la République a effectué une inspection des sites stratégiques des bassins versants du PK8, Nzenz-Ayong, Gué gué et de Plaine Orey. Quelques 425.000 Librevillois verront leur cadre de vie amélioré par les travaux de drainage et d'assainissement en cours. Pour Ali Bongo Ondimba, la priorité est à la réduction du risque d'inondation, à l'aménagement urbain et au développement social.



inacceptable. Sur la base des conclusions des études lancées dès 2009, avec l'aide de plusieurs partenaires comme l'Agence française de développement (convention AFD signée lors de la troisième édition du New York Forum Africa, UE, FAE), des travaux ambitieux sont désormais là pour laisser entrevoir des réponses concrètes aux besoins des riverains.

Pour le président de la République, au lendemain des Assises sociales du Gabon, il était important de visualiser les sites au centre du Programme prioritaire de l'assainissement de Libreville (APRIL). En facilitant le drainage des eaux de pluie, on atténue le risque d'inondation mais on impacte également sur le devenir des ordures ménagères et sur l'accessibilité aux services publics essentiels.

La capitale gabonaise se caractérise par un réseau hydrographique dense et un mode de drainage inadapté : les fortes précipitations, la poussée démographique et les incivilités créent des îlots d'insalubrité et de précarité. En se rendant sur le terrain, le Président a souhaité prendre la mesure des avancées dans un domaine prioritaire de l'action publique, celui du développement social. Quatre bassins versants ont été parcourus par le chef de l'État, illustrant l'urgence, les enjeux et les attentes des riverains les moins favorisés.

Une voie stabilisée, bordée de canaux dégagés, permet d'aller à l'école sans dangers et sans risques sanitaires.

- La disparition des eaux stagnantes dans les quartiers du bassin versant aménagé entraînera la diminution de la présence de moustiques et ainsi de la diffusion du paludisme.
- La forte diminution des inondations limitera la diffusion d'agents pathogènes provenant des eaux insalubres. L'aménagement des voiries prévoit des zones dédiées aux bacs et bennes afin de faciliter le ramassage des ordures.

La rédaction

Premier forum national sur le pétrole et le gaz

Organisé par l'Agence pour la promotion des investissements et des exportations (Apiex), le 22 octobre à Libreville. Cette rencontre permettra :

- de démontrer le potentiel des découvertes en eaux profondes et « pré-salt » et les infrastructures énergétiques au Gabon ;
- d'avoir un aperçu sur la dernière mise à jour du code sur le pétrole ; directement du ministère du Pétrole ;

- de rencontrer et dialoguer avec les représentants gouvernementaux pour montrer l'engagement des opérateurs envers le Gabon et sécuriser les prochains contrats ;
- d'acquiescer une meilleure compréhension du potentiel d'investissement au Gabon ;
- et de recevoir des recommandations pour entrer sur le marché de manière plus efficace.

Courrier St-Georges

Depuis 1997 nous portons vos valeurs, en toute sécurité



Expérience avérée dans le domaine du transport. Equipe de **40 jeunes** motivés, qualifiés et compétents. Moyenne d'âge : 30 ans



- Courrier & Colis d'Entreprises
- Clients Particuliers



Autres activités

- Distribution personnalisée de Journaux (L'Union, Gabon Matin, Jeune Afrique, Gabon Hebdo, Info hebdo, etc.)
- Dépôt de déclaration DGE (LBV) et documents divers
- Fret Maritime & Aérien, toutes compagnies, sur Port-Gentil & Libreville

Logistique et moyens

Motos ; Fourgonnettes ; Camions & Flotte de véhicules diversifiée, pour répondre à tout type de demande.

Service discret • Solutions personnalisées • Tarifs préférentiels

Siège social : Port-Gentil

Cité Roger butin, 4ème arrondissement
BP. 1736 Port-Gentil
Tél. : +241 01 56 01 43
Cell : +241 05 09 80 67 / +241 07 79 30 67
Email : csg.pandi@gmail.com

Agence de Libreville

Cité Damas (vers école Sacré-Cœur)
Tél. : +241 01 77 03 15
Cell : +241 07 04 72 67

LA JUNIOR ACHIEVEMENT POUR L'ESPRIT D'ENTREPRISE AU SERVICE DE L'ÉMANCIPATION DES JEUNES GABONAIS.

La directrice exécutive, Mme Radia Garrigues, nous présente la structure.

Radia Garrigues : Notre structure est membre d'une ONG internationale, qui existe près d'un siècle, dont le siège se trouve à Boston, aux Etats-Unis. Au Gabon, nous y sommes depuis 6 mois, et installés depuis septembre 2013, à la demande d'une entreprise américaine de BTP nommée BECHTEL, travaillant pour l'ANGT. Nous intervenons dans le cadre de sa politique de responsabilité sociétale. Cette entreprise a fait le choix de miser sur les jeunes en essayant d'améliorer leur quotidien. Cela passe notamment par la promotion de l'esprit d'entreprise.

E G+ : Concrètement, quelles sont les activités que vous avez menées ?

Radia Garrigues : Pour nous, et la demande de BECHTEL, il y a deux catégories de jeunes, la première concerne, ceux déscolarisés de 15 à 35 ans, chômeurs ou occupant un emploi précaire. Avec eux, par une formation spécifique, nous travaillons à élever leur niveau de compréhension et d'utilisation du vocabulaire économique simple pour permettre de monter une petite entreprise. Ce sont nos jeunes entrepreneurs. Cet accompagnement passe aussi par du coaching avec des conseils sur le produit à vendre, son amélioration, la construction d'un business plan. Il s'agit pour nous et avec eux de travailler sur étude de marché.

Ils sont accompagnés ainsi à la création d'entreprises, et nous nous activons à passer des accords, avec des institutions gabonaises, comme le Centre de Développement des Entreprises (CDE) ou avec la chambre de commerce, pour aller au bout de cette démarche.

Le second programme choisi par BECHTEL et J.A. est destiné aux lycéens qui créent leurs mini-entreprises, liquidées à la fin du programme, soit au bout de 12 semaines. Dans ces mini-entreprises, il y a un véritable directeur général, un directeur financier, un directeur des ressources humaines. Ils nomment vraiment un staff qui a de vraies responsabilités. Ils nous renvoient hebdomadairement un Reporting car ayant suivi des formations là-dessus, sans oublier la conduite de réunions. Ils montent donc un projet, ils le mènent, le vendent et partageant ainsi les bénéfices générés. D'aucuns, ont même vendu leurs entreprises à des actionnaires.

C'est vraiment un projet d'initiation à l'entreprenariat pour leur donner envie, et le but n'est vraiment pas de créer une entreprise qui sort du système scolaire. A la fin, on organise une grande compétition nationale et régionale. Celle nationale se passe toujours



Radia Garrigues, Directrice exécutive de la Junior Achievement (JA)

entre mai et juin de chaque année et les gagnants concourent en décembre 2014, au plan africain. Ce concours regroupe des jeunes venus de 17 pays où Junior Achievement y est représentée. Nous sommes exclusivement financés par BECHTEL, mais pas pour des années. Nous sommes à la recherche de financement pour pouvoir agrandir la maison, si je peux m'exprimer ainsi, car nous n'avons que deux programmes. Aujourd'hui, il me paraît essentiel de travailler à une meilleure organisation des associations, pour être plus ensemble.

E G+ : Parmi les jeunes que vous encadrez, combien ont monté une entreprise et dans quel domaine ?

Radia Garrigues : Nous ne sommes effectivement au Gabon que depuis 6 mois, les jeunes n'ont commencé que depuis 4 mois ; et on a déjà les premiers résultats, puisqu'au bout de la 4^{ème} semaine dans nos programmes, ils travaillent déjà sur des idées d'entreprises. Nous avons organisé un 1^{er} tournoi à l'institut français sur financement de BECHTEL et CITIBANK. Les trois premiers lauréats ont reçu un chèque de CITIBANK.

Le 1^{er} prix est allé à une entreprise qui fabrique des chaises en bois du Gabon, complètement pliables pour les enfants de classe maternelle. Le deuxième, à une jeune fille qui recycle des tissus africains pour en faire des nappes, des chemins de table et des serviettes ; et le dernier à un groupe de jeunes qui recycle les bouteilles en lanternes. D'autres projets sont en cours, nous n'avons pas de secteur privilégié. Tout ce que nous demandons aux jeunes, c'est que leurs initiatives répondent à une demande précise.

Nyamba & Siméon Minka

AGRICULTURE

Changement de directeur à la tête de l'IGAD

Par Pambo Moussoungou

L'Institut du Gabon d'Appui au Développement a célébré deux hommes de qualité : Christian Renardet sur le départ et Pascal Pommarel le nouveau DG. La cérémonie empreinte d'émotion a eu lieu le vendredi 30 mai dernier. L'au-revoir fait à Christian Renardet restera dans les mémoires de l'IGAD. Il est parmi les pionniers qui ont participé à la fondation de l'Institut et à son développement. Tous ses collaborateurs ont tenu à témoigner sur cet homme qu'ils ont côtoyé durant 20 années, pour les anciens. Nous avons rencontré tour à tour, Sébastien Koumba, directeur des programmes et collaborateur de longue date, Ghislaine Barro l'assistante, M. Pascal Pommarel le nouveau DG.



Tous ont tenu à dire un mot sur Christian Renardet

Ghislaine Barro : Je retiens que c'est un homme qui a aimé son travail. J'ai vu gravir les échelons. Il a commencé chef de département et a fini DG. Je peux vous assurer qu'il est humain, bon manager. J'espère que son remplaçant aura un si grand cœur. Monsieur Christian Renardet a su faire preuve de patience dans ses relations avec les collaborateurs. Je lui souhaite bonne chance.

Sébastien Koumba : Je suis le Directeur des Programmes et Coordinateur du PRODIAG ; projet de Développement d'Investissement Agricole pour le Gabon que nous conduisons depuis 2012. Pour ma part, il a été un collaborateur de longue date, nous avons cheminé durant 20 ans pratiquement. Il a évolué au sein de l'institut depuis 1993, et nous avons évolué ensemble dans l'institut.

Auprès de lui, j'ai trouvé du plaisir à travailler, on a tous bénéficié de son expérience. Ce qui le distingue, ce sont ses compétences, ses aptitudes professionnelles, humaines, managériales, et surtout sa rigueur dans le travail. Tout cela fait de lui une personne qu'on va sincèrement regretter.

Plusieurs agriculteurs rencontrés parfois à tout hasard ont été formés sous sa houlette. Il y a d'anciens stagiaires de l'IGAD retrouvés, dans le Gabon profond en train de pratiquer leur agriculture. Ce sont là des surprises agréables. On en a franchement beaucoup formé, et puis aujourd'hui on commence à avoir de vrais agriculteurs, des gens qui vivent de leur métier et qui en font une activité principale.

Il y a une époque, vers les années 90, lorsqu'on commençait à lancer les premières opérations de terrain, des gens qui commençaient l'activité, se cachaient. C'est-à-dire qu'il dit à sa femme « moi je m'en vais au bureau », il vient en costume cravate sur le périmètre, il se change et prend la tenue du travail. Il passe toute la journée de travail et le soir, il remet son costume, sa cravate et va dire à la maison « j'étais au bureau ». Mais lorsque l'argent a commencé à rentrer, le Monsieur ne se cachait plus. Il se trouve le courage et la fierté de dire à sa femme que « je suis un maraîcher, mon activité c'est l'agriculture ». Le costume et la cravate n'étaient plus mis pour venir dans le périmètre.

Quand on regarde la génération d'agriculteurs qu'on a actuellement, on se rend compte que la tranche d'âge des maraîchers ou des agriculteurs, a rajeuni. Les jeunes avaient des *a-priori* par rapport à ce métier, mais aujourd'hui, ils sont fiers et en font de plus en plus, leurs activités principales. Ils viennent en soutien à leurs familles en cas de besoin, et considèrent

aujourd'hui que c'est valorisant. Impensable, il y a quelques années. Autre tendance, des personnes qui avaient un métier qui ne les satisfaisait pas, tendent désormais vers l'agriculture ; ils sont banquiers, photographes, forestiers, ... beaucoup se sont lancés dans l'agriculture.

Pascal Pommarel le nouveau directeur de l'IGAD : Je suis ingénieur agronome de formation et l'expérience menée par l'IGAD était suivie de près dans les pays africains que j'ai traversés, c'est-à-dire le Cameroun, le Tchad, le Mali, le Togo, le Bénin, la Guinée. Dans chacun de ces pays, l'IGAD est un modèle, en raison de sa politique en faveur du développement agricole. Lorsque j'ai appris le départ du DG actuel de l'IGAD, que je connaissais depuis 25 ans depuis le Togo, j'ai de suite déposé ma candidature et pour tout vous dire, j'ai même raccourci ma mission au Cameroun pour pouvoir venir au Gabon. C'est un programme qui me plaît beaucoup eu égard à ses objectifs ; ensuite par l'intérêt que l'Etat gabonais porte à ce programme. Quand je parle de programme, ce n'est pas seulement l'IGAD, c'est aussi le PRODIAG qui met en œuvre la politique de l'Etat en matière de développement agricole. J'ai voulu me donner comme ambition, d'aider à atteindre ces objectifs. Tout en sachant qu'il ne sera pas facile de remplacer Christian Renardet, il représente quasiment la mémoire de l'IGAD. Il est pratiquement à un an ou deux ans près, au début de cet IGAD qu'il a accompagné à différents postes de responsabilité, et depuis 13 ans en tant que Directeur.

Je ne suis pas là pour réinventer la roue mais pour continuer à faire tourner cette roue et voir avec l'ensemble de l'équipe que je trouve très qualifiée comment atteindre les objectifs que nous fixe l'Etat. Je tiens à dire que c'est ma première fois au Gabon. Je suis arrivée il n'y a que trois jours, les seules rencontres que j'ai faites sont le personnel de l'IGAD qui m'a semblé très bien formé et compétent.

Le mot de Christian Renardet (DG sortant) : « Il y a 13 ans j'avais vécu le départ de mon prédécesseur, quand j'ai pris la direction de l'IGAD. Je savais que mon jour viendrait : on sait quand on arrive, on ne sait pas quand on part. Quelque soit l'endroit, l'expérience, et on ne sait jamais quand, ni comment et donc, c'est quelque chose auquel on ne se prépare pas forcément. Alors, 13 ans de direction générale, 7 ans avant les projets sur le terrain, cela fait 20 ans au total et c'est tout une vie ! J'ai eu beaucoup de satisfactions, de joies, de bonheurs à travailler avec tous et puis à faire un bout de chemin, d'avancer sur ce qu'on est entrain de faire, de travailler sur le secteur agricole au Gabon. Alors la route est longue, le chemin est difficile. Il appartient à chacun de faire en sorte que le bateau continue sa route, d'aller plus vite pour développer ses activités et, rester dans la course des différents bateaux de tête ».

Quand on va dans le Gabon profond, une petite pancarte de l'IGAD vous rappelle que des choses ont été faites, c'est ça l'impact, ce travail c'est vous, ce n'est pas moi. Aujourd'hui le Gabon est suffisamment grand, pour répondre aux besoins de productions agricoles et de la place pour d'autres pancartes.

« Je ne peux que vous remercier pour la collaboration à tous les niveaux, que ce soit au plan technique bien sûr, c'est mon métier de base, il me porte naturellement vers les techniciens et les hommes de terrain. Et au plan administratif qui en demande de plus en plus. Il appartient ainsi aux responsables de faire en sorte que tous les gens travaillent en même temps, que cha-

HSD
HUMAN RESOURCE SOLUTIONS LTD

PLACEMENT DE PERSONNEL

RECRUTEMENT NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

FORMATIONS SPÉCIALISÉES

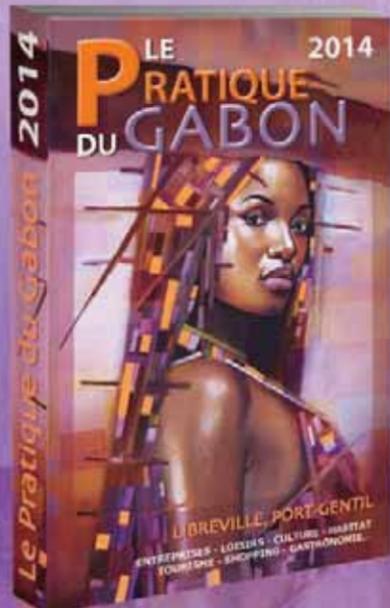
Libreville BP 6196 Libreville Gabon Fix / Fax: +241 01 76 32 48 Mobile: +241 07 77 77 50	Port Gentil BP 6196 Libreville Gabon Fix / Fax: +241 01 56 96 01 Mobile: +241 07 62 95 73	Franceville BP 6196 Libreville Gabon Tel: +241 04 71 70 77
---	--	--

landry.simo@hsdhuman.com
www.hsdhumanresources.com

cun puisse s'épanouir et que tout le monde puisse avancer pour atteindre les objectifs fixés ».

« Pascal a été nommé DG lors du Conseil d'Administration qui a eu lieu lundi 26 mai au sein de l'IGAD. Je vous dirai 2 mots sur lui : Il a une grande expérience et beaucoup de projets. Il a travaillé avec beaucoup de bailleurs de fonds tels la Banque Mondiale, l'Union Européenne, entre autres. Nous nous sommes connus dans les années 80, à l'époque il était formateur. Je lui laisse un projet bien portant, et une équipe avec beaucoup de qualité. Je sais savoir comp-

ter sur son travail, sa capacité à savoir s'intégrer, à prendre rapidement la problématique du Gabon, à rencontrer des gens, à inciter les gabonais parce qu'il a fait beaucoup de pays mais pas encore le Gabon et, surtout à s'intégrer. « Je suis très ému, je sais que vous allez faire de votre mieux pour que les choses se poursuivent, que l'IGAD continue de se développer. Je voudrais vous remercier tous pour la collaboration durant ces longues années et, pour avoir organisé cette cérémonie, j'y suis très sensible. Quoi qu'il arrive vous avez toujours mes coordonnées. Bon vent à toute l'équipe de l'IGAD du Gabon ».



L'indispensable...

...toujours à portée de main

Tél : 01 77 59 35 - E-mail : contact@lepratiquedugabon.com

www.lepratiquedugabon.com

SPORT

Par Anne Foley & Siméon Minka

AUTO MOTO

Libreville Moto Show 2014 - Bilan et perspectives de la 2^{ème} édition



Le Moto Show a donc commencé le samedi avec une course de Quad qui a vu la participation d'une quinzaine de compétiteurs dont une femme, mère de famille coéquipière du Team de Port-Gentil composée d'une cinquantaine de membres tous présents, dont une dizaine d'enfants qui ont participé pour la plupart, aux séances libres de moto et de Quad consacrées aux Mwanas.

La compétition de Moto Cross, a vu la participation de 55 pilotes, et s'est déroulée en 2 courses de 2 heures chacune. Chaque équipe était constituée de 2 pilotes et l'épreuve a été remportée par l'équipe de Madagascar. Nous avons également eu droit aux séances de démonstration de stunt dont la prestation la plus remarquée était sans conteste, celle de Sarah Lezito, jeune Championne du monde de sa catégorie, qui manie la moto avec une dextérité à couper le souffle. Nous n'oublierons pas non plus les séances de moto et QUAD en FMX. Ce sont des démonstrations en haute voltige avec des rampes pour permettre de faire des figures en suspension.

Pour le fun et pour satisfaire tous ceux qui voulaient se rincer l'œil, il y avait le Bikini-Bike-

Wash. Ce sont deux séances de lavage de Moto par des filles plutôt sexy.

Au volet animation : la grande Star Nigériane Tiwa Savage a mis le feu sur la scène du Méga concert qui a eu lieu le dimanche.

Affluence
Le nombre de visiteurs a doublé par rapport à la 1^{ère} édition, 30 000 sur les deux jours selon les organisateurs.

Sécurité
Prévoyants, les organisateurs avaient mis à la disposition des participants deux ambulances, une équipe de 4 médecins, les accidentés pouvaient être évacués au centre hospitalier Universitaire d'Agondjé. Au plan sécuritaire, 52 agents + 50 militaires, des sapeurs-pompiers avec leur Camion étaient présents. Mis à part quelques petits bobos, la fête s'est déroulée sans aucun accident... fort heureusement

Sponsors
Les organisateurs remercient XXL, YACCO et Power Sport Gabon (PSG) qui ont contribué à la réussite de cet évènement.

Exposants
Ils ont tous déclaré avoir fait de bonnes affaires.

VITAMINE C B3 B6 B12 B5
CAPEINE DINSENO TAURINE

ENFANT, FEMMES ENCEINTEES, PERSONNES SENSIBLES
A CONSOMMER AVEC MODERATION

ENERGIE

MAINTENANCE INDUSTRIELLE

SOGABEL, une société gabonaise de bobinage et d'électricité, en pleine expansion.



L'entreprise a été rachetée à des français ayant décidé de quitter définitivement le Gabon. Pour le reprenneur, le challenge était de faire mieux. Et c'est à force d'abnégation, d'ardeur au travail, que le défi fut relevé et la barre posée au-delà des objectifs.

SOGABEL opère dans le secteur du bobinage industriel, de moteur et d'alternateurs. Comme autres activités, il y a le dépannage de groupes électrogènes, de postes à souder et de bateaux. Entre autres domaines d'intervention, on peut noter l'électricité industrielle, la location de groupes électrogènes et la vente de cuivre. Ici, on travaille dans un esprit d'excellence, la seule voie qui peut ouvrir une certification Qualité, Sécurité et Environnement. En amont, c'est une vi-

sion qui a permis de développer l'activité de l'entreprise et qui l'a amenée à sous-traiter avec les entreprises pétrolières dont l'exigence est très élevée.

Le directeur nous a confié : « Dans le bobinage, le top du boulot, dépend de la qualité du fil ».

A SOGABEL, plusieurs réparations du matériel électrique sont opérées pour révision des machines et par reflexe de maintenance. Pour les pétroliers, beaucoup d'entretiens sont à titre préventif. Plus de 90% des réparations concernent des appareils qui iront en stock. SOGABEL travaille avec des entreprises dans des secteurs totalement différents. C'est ainsi que la société a pour référence, des entreprises du secteur BTP,



SOGABEL Société gabonaise de bobinage et d'électricité Fondée en 1986,
Expertise & Expérience dans le secteur des machines électriques tournantes et statiques

METIERS

Nous intervenons sur tous types d'équipement (sur site ou à bord de navire)

- Dépannage d'armoire électrique,
- Lignage laser
- Contrôle électrique (isollements, index de polarisation, etc.),
- Calibrage de poste à souder
- Alternateur, moteur asynchrone et courant continu, pompes submersibles, compresseur semi hermétique, armoire électrique, ventilateur, étuve, embrayage et electro-frein, poste à souder, pont roulant et groupe électrogène. Rapport d'intervention détaillé sur demande.

MOYENS

- Un atelier de plus de 600m2 aux normes et sécurité en vigueur
- Equipe de techniciens
- Pont roulant de 5 tonnes
- 02 palans électrique monotrails 3,2 tonnes chaque
- 02 tours à bobiner
- 01 étuve atmosphérique de 1, 8 x 1,5 x 1,5 m
- 01 étuve démontable de 3x 2 x 2 m
- 01 banc d'essai moteur jusqu'à 200 kW
- 02 véhicules d'intervention,
- 01 stock important de matériel de bobinage et de pièces de recharge moteur
- 01 système d'information automatisé pour le suivi des interventions

REFERENCES

Industries pétrolières : Total, Shell, Perenco, Addax, Caroil, Maurel & Prom, Smp, Schlumberger, Sogara, Subsea7 - **Industrie Forestières :** Cbg, Cpbg, Cora Wood - **Marine :** Bourbon Offshore, Smit, Ortec Marine, Robert Marine, Peschaud, Promar Shipping, Tidewater Marine.

Contact : Moussa Barro
Email : moussa.barro@sogabel-pg.com
Adresse : carrefour forasol - BP. 1735 Port Gentil
tél : +241 01 55 58 91
fax : +241 01 55 59 16
web : www.sogabel-pg.com

MOTO SHOW 2014 IMPRESSION DES COMPETITEURS ET VISITEURS DE MARQUE



Muriel Merl d'EMC de Port Gentil (seule femme dans la course de Quad)

... il manquait un peu de féminité ... vivement la prochaine édition avec d'avantage de femmes ...

« C'est une très bonne course, quelques couacs, mais pas de problème particulier. Je n'ai pas pu être à la première édition, donc tout le plaisir est pour moi d'être ici. C'est une grande famille, un beau rassemblement. Je suis plus compétitrice en buggies, puisqu'il n'y en a pas assez, nous n'avons pu avoir une compétition. Mais la fête est belle et on attend la prochaine édition. Il manquait un peu de féminité, vivement la prochaine édition avec davantage de femmes ».

Sébastien RAMBAUD (Stunt).

... merci à tous ...

« Passionné de moto, j'ai commencé le moto cross à l'âge de 19 ans. Puis en 2001, j'ai été formé par Rémy Julienne le grand cinéaste de cascades de cinéma. Je suis passé du Trial, au super motard et à la conduite de voiture. Je participe à beaucoup de spectacles internationaux, j'ai bougé dans de nombreux pays et je dois dire que Libreville a un super accueil. Je dis merci à tous et à la prochaine pour un futur spectacle ! ».

Moukarim DG de Gabon Pneu, Représentant au Gabon, des huiles YACCO

... l'ambiance, est formidable, tout le monde à le sou-



rire, l'Organisation est parfaite ...

« Je suis au Libreville moto show avec une double casquette. Je participe moi-même au Moto cross, d'abord en compétiteur et en tant qu'exposant. Je suis fan de moto, je suis tombé dans cette marmite depuis mes 14 ans, âge qui correspond à ma première moto. Je tiens aussi à encourager les gabonais à pratiquer ce sport qui est mondialement reconnu. Je suis aussi exposant des huiles YACCO qui sont mondialement reconnues qui existent depuis 1917. Nous sommes sponsor officiel. L'ambiance, est formidable, tout le monde a le sourire, l'Organisation est parfaite ».

Wilfrid Christophari, DG de NITROJET
... la moto est devenue un outil de travail indispensable ...

« Nitrojet est concessionnaire des motos Kymco, Bombardier, Yamaha, Honda et Kawazaki. Nous sommes présents comme exposant et sponsor. Nous avons un maximum de diversité dans ce que nous proposons. Nous sommes co-organisateurs, et fortement présents depuis la 1^{ère} édition. Nous sommes convaincus du développement de la moto, avec les embouteillages qu'il y a à Libreville. Nous avons une clientèle essentiellement composée de particuliers. Il y a un regain d'intérêt pour la moto depuis deux voire trois ans, car la moto est devenue un outil de travail indispensable. Les bouchons ont été pour beaucoup dans ce regain d'intérêt et beaucoup d'entreprises s'y

intéressent pour la mobilité de certains de leurs agents (coursiers, commerciaux, etc.) ».



Miss Gabon 2014
... je suis impressionnée par les figures des motards...

« Ma présence se justifie par une invitation de la maison YOKA Production. J'ai plutôt été surprise par l'ambiance et constate que c'est une très grande rencontre d'amoureux de

moto. J'ai fait la visite des stands, je dois dire qu'il y a une variété de motos proposées et pas seulement des quads et des buggies. Je suis vraiment contente d'avoir fait le déplacement. Je peux vous confier que je suis impressionnée par les figures des motards.

A la question : Racontez une journée de miss. Elle répond : « Il n'y pas de journée type. Lorsque je me réveille, je fais du Sport et parmi mes activités récurrentes, il y a un certain nombre de séances photos. Sinon, je me consacre beaucoup aux actions sociales et je réponds à des invitations ou sollicitations. Vous voyez que je n'ai pas un programme figé ou forcément prédéfini ».

COOPERATION ECONOMIQUE

GABON-MONACO

Des hommes d'affaires affiliés à la Chambre de Développement Economique de Monaco en visite au Gabon

Une délégation d'une vingtaine d'hommes d'affaires monégasques a séjourné à Libreville du 21 au 25 juin dernier à la recherche de nouvelles opportunités d'investissement.



Représentants 12 entreprises Monégasques, les différentes rencontres ont permis d'échanger sur les opportunités d'affaires au Gabon. **Pour Vincent Lozza, président de la Chambre de Développement Economique de Monaco, les perspectives économiques du Gabon et de la région laissaient présager une mission fructueuse pour leurs entreprises ;** pour preuve un accord de partenariat a été signé entre Monaco télécom et le groupe Azur, présent au Gabon. Il a rappelé qu'une trentaine de sociétés de la Principauté y travaillent déjà, notamment dans l'agroalimentaire, la sécurité et la santé.

Durant leur séjour, les monégasques ont rencontré de jeunes entrepreneurs de l'Association Agir pour la jeunesse autonome (APJA), les responsables de la Confédération Patronale Gabonaise (CPG), des représentants du Centre de Développement des Entreprises (CDE) pour échanger sur le Gabon, son économie et ses perspectives. Ils ont également conféré avec des responsables de sept ministères, dont ceux de l'Agriculture, du Commerce, des Mines et de la Promotion des investissements.

A propos de Monaco : C'est une Principauté, donc une monarchie héréditaire et constitutionnelle. Un État de droit, au cœur de l'Europe, au sud de la France. Son territoire de 2 km² s'étend le long d'une bande côtière de 4 kilomètres au bord de la Méditerranée. Elle jouxte le territoire de plusieurs communes françaises, du département des Alpes Maritimes.

La rédaction



Ducati Power






GABON SPRINT
AUTO

Importateur Officiel Ducati - Z.I. Oloumi (face au lycée)
Email : contact@gr-gsa.com / Tél : 01 72 25 14 / 15 / 16



MINES

MANGANÈSE

Le site d'Okondja sera exploré et exploité

Le 27 juin dernier, lors de la conférence de presse organisée pour officialiser la création de Gabon Manganese and Ferro Alloys SA (GMFA), le ministre des Mines, Régis Immongault, a remis officiellement le permis minier de GMFA, à Sachin Bajlan, fondateur et Directeur Général de Dharni Sampda Pvt, en présence de Fabrice Nze-Bekale Directeur Général de la SEM. Il a recommandé que le projet démarre sans délais.

La Société Equatoriale des Mines « SEM » bras séculier de l'Etat gabonais et la société indienne Navodaya trading DMCC (NTDMCC), qui est le 3^{ème} producteur au monde de manganèse haute teneur, ont rendu officiel la création de l'entreprise commune : Gabon Manganese and Ferro Alloys SA (GMFA), détenue à 85% par NTDMCC et à 15% par la SEM.

La GMFA a été créée pour couvrir toutes les activités liées à la prospection, l'exploration et l'exploitation minière du gisement de manganèse d'Okondja, dans moins de deux ans. Elle va aussi mener les opérations de transformation, de conditionnement, de stockage et de vente de minerai. Le projet qui nécessite 70 milliards de francs d'investissements lors de la phase 1 de prospection et l'exploration et 75 milliards de francs lors de la 2^{ème} phase pour l'exploitation. Il est prévu plus de 600 emplois et un développement local certain.

Concernant le respect de l'environnement et la coopération avec la communauté locale, le directeur général de la SEM a annoncé la prise de certaines mesures, comme le prévoit l'actuel code minier. En

effet, le chapitre 1 du titre VI relatif aux travaux miniers fixant les règles générales qui régissent les activités extractives indique dans son article 161-1 que, les travaux de recherches ou d'exploitation minière doivent respecter sous réserve des règles prévues par le code du travail, les contraintes et les obligations nécessaires à la préservation de la sécurité et de la salubrité publique, de la solidité des édifices publics et privés, à la conservation des voies de communication, des caractéristiques essentielles du milieu environnant, terrestre ou maritime, et plus généralement à la protection des espaces naturels et des paysages, de la faune et de la flore.

A propos de NTDMCC : Société immatriculée à Dubaï Multi Commodity Center. Elle est membre associée de la société indienne Dharni Sampda Pvt qui dispose des compétences, notamment techniques, du savoir-faire et de l'expérience dans le secteur minier. Il faut aussi savoir que Sachin Bajlan le fondateur et Directeur Général de Dharni Sampda Pvt était présent.

A propos de La SEM : Société d'Etat rattachée à la Présidence de la République et placée sous tutelle

technique du Ministère des Mines, de l'Industrie et du Tourisme. Elle a été créée par Décret Num1018/PR/MMPH du 24 Août 2011. La SEM, au nom et pour le compte de l'Etat, sur le territoire national ou à l'étranger, est en charge de l'exploitation de ses titres miniers, de la valorisation de sa production minière, de l'amélioration de la connaissance géologique et minière, du développement des petites mines, de la gestion des participations de l'Etat dans les projets miniers et la commercialisation des substances précieuses et des minéraux. Le Directeur Général de la SEM est Fabrice Nze-Bekale.

Rappel à toutes fins utiles : Lors du New York Forum, une Conférence de presse avait été organisée par Régis Immongault, Ministre des mines et Fabrice Nze-Bekale, DG de la Société Equatoriale des Mines (SEM). Le ministre avait ainsi révélé quelques pistes de la stratégie nationale d'industrialisation à partir des mines, du nouveau code minier, gage, selon lui, de la transparence dans le secteur. Le DG la SEM, quant à lui, avait décliné les secteurs stratégiques dans lesquels son entreprise compte s'investir, à l'exemple de l'or et du manganèse. Le ministre des mines avait également insisté sur le rôle de la SEM

dans le secteur minier au Gabon, déclarant : « La SEM est le bras séculier de l'Etat dans le secteur minier ». Et parlant du nouveau code qui prévoit que toutes les entreprises minières en phase de production se doivent de céder 10% de leur capital à l'Etat. Il a réaffirmé la volonté des autorités gouvernementales d'accompagner les compagnies minières qui investissent au Gabon, dans le but de les aider à assurer, au moins, une première transformation des ressources minières au Gabon. « La transformation est porteuse de valeur ajoutée pour l'économie nationale » avait-il affirmé. Cet aspect est un élément majeur qui pourra aider à déterminer le choix de la société partenaire quant à l'exploitation du fer de Belinga (par exemple). La SEM se lancera dans l'exploitation de carrières, afin de fournir des matériaux de construction (sable, gravier, etc.). L'objectif du gouvernement est de rendre ces matériaux disponibles pour les ménages et pour les entreprises ; ce qui permettra de réduire les coûts de vente de ceux-ci. Le Ministre a également évoqué lors de cette conférence de presse, la constitution d'une réserve stratégique, un fonds or d'une valeur de 250 milliards de francs CFA.

NEW YORK FORUM AFRICA 2014

La rédaction

BILAN POSITIF

Ce que le Gabon a Gagné

La troisième édition du New York Forum Africa s'est achevée sur des acquis pour le Gabon et la promesse d'un investissement à long terme, pour lutter contre le chômage, particulièrement celui des jeunes.



L'éducation, la transmission des expériences et les vertus de l'apprentissage se sont retrouvées au centre de la quasi-totalité des débats. L'édition 2014 a totalement été orientée « **Ecoute de la jeunesse africaine** ». Le premier sommet du citoyen ouvert à des centaines d'étudiants et d'entrepreneurs en herbe a servi de levée de rideau. Au préalable, un sondage avait été réalisé par « *Train My Generation* » auprès de 5000 jeunes Africains, de 47 pays, dont les conclusions ont montré que « **Les jeunes Africains attendent de leurs gouvernements plus d'implication et d'efficacité dans la facilitation de leur parcours d'études et d'accès à l'emploi** ».

En l'espace de trois jours, plus de 800 délégués de 58 pays ont tenu près de 500 réunions bilatérales sur une trentaine de thématiques. Trois chefs d'Etat (Gabon, Rwanda, RCA) et 2 anciens présidents d'Amérique latine (Mexique et Pérou) ont activement participé aux débats sur les opportunités qu'offre le continent et la prodigieuse ressource humaine que compose sa jeunesse. Pour diversifier les réflexions, les organisateurs ne se sont pas contentés d'inviter uniquement des économistes et des professeurs émérites, il y avait des sommités du monde des affaires, de la culture comme Youssou N'dour et du sport avec Dikembé Mutombo et Gary Kasparov.

La participation gabonaise a été beaucoup plus importante que les deux premières éditions. La quasi-totalité des administrations était représentée avec des regards portés sur les opportunités d'investissement

au Gabon. Ainsi chaque session, chaque atelier, comprenait une personnalité ou un expert national, afin que les voix d'Afrique croisent intelligemment celles des diasporas et de l'international. Mais le plus important, aux yeux des, anti et pro NYFA, a été sans nul doute les retombées économiques issues de ces assises.

En 72 heures, le Gabon a obtenu la signature de 5 importants contrats (investissements directs et fonds conventionnés de développement) pour environ 650 milliards de francs (un milliard d'euros) avec, à la clef, la perspective de création de milliers d'emplois directs et indirects. Le premier accord est entre le Gabon et l'Agence Française de Développement pour un montant de 108 milliards de Francs CFA ; un autre avec la Banque Africaine de Développement (BAD) d'une valeur de 590 millions de Francs CFA ; le troisième avec le Maroc pour une formation de près de 5000 personnes l'an pour des certifications IT Microsoft, le quatrième avec Oil Company et Samsung pour la construction d'une Raffinerie à Port Gentil qui permettra la création de 400 emplois directs et 3000 indirects et le dernier a été signé pour l'exploitation d'un gisement de fer à Kango dont le coût d'investissement est estimé 150 milliards de Francs CFA.

Ce sont là des preuves que le New York Forum Africa n'est pas qu'une foire à la « parlote » et à la « flagornerie » mais bien un endroit où se concrétisent des opportunités d'affaires et de développement pour le Gabon.

EDUCATION

Pour une meilleure éducation, et de meilleures formations professionnelles

Avec Veda SUNASSE : Enseignant de leadership et Directeur des Programmes de l'African leadership Academy, Institution panafricaine basée à Johannesburg en Afrique du Sud.



Dans ce programme de deux ans pré-universitaire, nos étudiants nous viennent de plus de 30 pays Africains. Nous faisons un Focus sur le leadership et l'entrepreneuriat en plus d'autres compétences. Mais pour 60% du programme, nous développons des valeurs. Il s'agit de savoir comment être proactif. Il s'agit pour nous de préparer les jeunes à devenir de véritables citoyens du 21^{ème} siècle. Nous travaillons sur les compétences nécessaires pour pouvoir utiliser la technologie qui existe, et être connecté sur le continent avec d'autres Africains. Ce qui est intéressant avec le leadership, il peut être communiqué aisément. Il est important pour nous de collaborer avec des institutions et Ecoles du continent. Je me suis rendu dans 15 pays d'Afrique, et en 6 ans d'existence, nous n'avons eu qu'un seul étudiant gabonais. Nous souhaitons évidemment en rencontrer davantage.

LABEL AFRICA

Transformer la marque africaine

Avec Adiat DISU (Nigéria), PDG Fondateur de ADIREE & Directrice de Africa Fashion Council



Economie Gabon + : Madame DISU, dites-nous comment avez-vous démarré ?

C'est très important de savoir comment procéder pour monter son entreprise. Il est important de pouvoir répondre aux questions telles : Comment Construire ma stratégie Marketing ? Comment je crée mes supports marketing ? Comment je trouve mes clients ? Comment je finance mon entreprise ? Ce sont des fondamentaux à maîtriser pour toute personne voulant aller dans ce sens. J'ai eu la chance aussi d'aller dans une école de commerce aux USA où j'ai appris les mécanismes de création d'entreprise.

J'ai 26 ans, pourtant j'ai démarré mon entreprise dès l'âge de 21 ans.

J'ai commencé avec 5 000 000 francs CFA en fonds propres, épargnés en travaillant dans une entreprise auparavant. Il est important lorsqu'on monte un projet de s'impliquer financièrement et personnellement, même avec des soutiens extérieurs. Lorsque mon affaire a commencé à avoir plus de visibilité, j'ai eu des contrats de partenariats notamment avec des agences gouvernementales tels que l'USAID. Je pense que si l'on sait ce que l'on fait et dès lors qu'on y a foi, on saura le vendre et les autres reconnaîtront notre travail.

HYDROCARBURES / PROFIL

Jacqueline BIGNOUMBA, ingénieur géologue

Jacqueline BIGNOUMBA, née Ilogué est une ingénieure géologue micro-paléontologue de formation. Elle a effectué ses études primaires et secondaires dans la capitale, Libreville. Après l'obtention de son baccalauréat scientifique, elle s'envole pour Alger pour poursuivre ses études supérieures. Elle est à l'union pétrolière gabonaise (UPEGA) depuis juin 2011 en tant que vice-présidente et succède M. Jean Médard MADANA au poste de présidente de la fédération patronale en Octobre 2013. Elle garde de sa collaboration avec son prédécesseur une parfaite entente, des heures de travail ensemble et beaucoup de nuits blanches dans le cadre des diverses négociations qui ont pu avoir lieu avec les différents partenaires sociaux soit ceux de l'Organisation nationale des Employés du pétrole (ONEP), et la caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), ceux des administrations centrales (le ministère des hydrocarbures, le ministère de

l'économie, la direction des douanes, la direction des impôts et bien d'autres).

Après ses études supérieures en Algérie où elle obtient un diplôme d'ingénieur géologue micro-paléontologue avec brio, elle rentre dans son Gabon Natal en qualité de stagiaire dans la société ELF Gabon (devenu Total Gabon) en septembre 1978. Elle devient ainsi, la première femme gabonaise ingénieure en milieu pétrolier. Elle y fait toute sa carrière, et part à la retraite en juin 2009. Elle raconte qu'à ses débuts, elle a dû se battre pour aller sur site, car ce n'était pas facile à l'époque de s'imposer dans un milieu entièrement masculin. Elle assure sans aucun doute, avoir ouvert les portes à ses nombreuses petites sœurs qui lui ont emboîté le pas dans le domaine technique en milieu pétrolier. Elle a occupé des fonctions diversifiées parmi lesquelles, Responsable de la politique de développement d'hygiène santé et Environnement (HSE), chargée du suivi

des relations avec les directions d'hydrocarbures, de l'environnement et avec les sociétés partenaires. Durant toute sa carrière à Total, elle a publié en tant que scientifique dans des revues sur la micropaléontologie. Dans sa jeunesse, Jacqueline fut une très grande sportive, consacrant ses moments de loisirs à sa famille. La lecture occupe également une place importante de son temps. Elle lit des ouvrages à caractère politique, et bien d'autres qu'elle qualifie de plus légers ou de lecture plus facile et des ouvrages chrétiens. Elle se définit comme Chrétienne pratiquante qui aime à transmettre de belles valeurs à ses enfants.

Conseil aux jeunes :

- toujours se battre pour ce que l'on veut.
- rien n'est jamais définitivement acquis ;
- toujours garder l'humilité
- ne jamais oublier d'où l'on vient. Mais surtout, exis-

ter par ce que l'on est, et non par ce que les parents auraient été.

- et de rajouter : « à mes enfants, je dis toujours... C'est moi qui suis ingénieure et non vous ».

Et fait insolite... durant toute sa carrière, Jacqueline s'est consacrée à mitonner des petits plats pour sa famille... c'est un plaisir nous a-t-elle confié. Mère de 6 enfants, même si aujourd'hui elle fait moins la cuisine, ce qu'elle ne concède et n'a jamais concédé à personne, ce sont ses courses. Elle estime qu'elle sait ce que... elle et les siens... veulent, et c'est seulement elle qui en maîtrise le budget, et elle qui peut y consacrer.



Siméon Minka

TELECOMS

CANAL+ : PREMIÈRE ÉMISSION DÉLOCALISÉE EN AFRIQUE

Elé Asu et toute l'Equipe de l'émission "Réussite", en tournage à Libreville.

A l'occasion de leur première émission délocalisée en Afrique et de la participation de certains de ses membres au New York Forum Africa, l'équipe de tournage de l'émission « Réussite » a tenu à rencontrer Economie Gabon+. Chacun des membres de l'équipe nous a détaillé son profil professionnel et son parcours personnel ; et cerise sur le gâteau, nous avons eu en prime, une présentation de l'émission Réussite.



Alexandre Cohen DG Canal+ Gabon - Elé Asu Présentatrice vedette à Canal+ - Frédéric Dézert, le Réalisateur de l'émission "Réussite"

Le Rédacteur en chef, Frédéric Dézert, journaliste d'actualité avec une riche carrière de plus de trente ans dans différents organes de presse écrite et télévisions françaises, a été le capitaine d'une grande émission d'actualité économique (CAPITAL)

diffusée sur la chaîne M6. Il a par ailleurs organisé avec les dirigeants du Magazine Panafricain Jeune Afrique, le CEO Forum à Genève. Cette grande rencontre des dirigeants Africains, au cours de laquelle, il a gardé la forte note de l'afro-optimisme qui s'en dégageait. Ainsi, à la demande des dirigeants de Jeune Afrique, il a été acté de produire une émission sur les problématiques économiques de l'Afrique. Voilà comment l'émission « Réussite » a vu le jour sur Canal +, diffusée chaque 3^{ème} vendredi du mois avec Elé Asu La présentatrice vedette.

Qui est Elé Asu ?

Fille de diplomate, née au Nigéria, y ayant vécu jusqu'à l'âge de 10 ans, elle fait plusieurs pays, au gré des affectations de son papa. Après son Baccalauréat, elle va faire des études en France. Sa carrière commence à la chaîne DIRECT 8, chaîne ensuite rachetée par CANAL + où elle co-animera l'émission La Matinale.

Pour Elé Asu, « Réussite » est non seulement un Challenge, mais l'occasion de « rendre à l'Afrique tout ce qu'elle m'a donnée, c'est également une occasion de connaître et faire connaître cette Afrique qui gagne ». Elle renchérit en disant « Lorsqu'on fait connaissance des personnalités tels que MO Ibrahim on se dit qu'il y a de l'espoir en dépit de tout ». Il a été un ingénieur à British Telecom, décida par la suite de monter la compagnie téléphonique Celtel, qu'il revend avec 27 millions d'abonnés plus tard à plus de 3 milliards de Dollars. Il décide de mettre une partie de sa fortune pour pro-

mouvoir la bonne gouvernance en Afrique par le biais d'une fondation.

Frédéric Dézert de rajouter « Ce genre de témoignage de talents africains qui sont souvent dans de très bonnes conditions en Occident et décident de revenir en Afrique, méritent qu'on porte une lumière sur eux afin de les faire connaître de tous les Africains ».

En ce qui concerne le choix des thèmes et des sujets de l'émission, il faut simplement que les thèmes soient d'actualité ou représentent un enjeu économique. Ils doivent être intéressants et représentatifs de la réalité. L'émission traite des sujets concernant l'Afrique de l'ouest et du centre à 75 %, ce sont les principales zones de diffusion de Canal+ en Afrique.

LE DEVOIR DE VOUS SECURISER

GARDIENNAGE
SECURITE INCENDIE
SECOURISME
SECURITE VIP
BRIGADE CYNOPHILE
G.I

ACCUEIL ET CONTROLE D'ACCES
SECURITE EVENEMENTIELLE
TELESURVEILLANCE



MGM SECURITE (LOUIS PRÈS DU RESTAURANT LES ARCADES)

BP: 14228 LBV GABON

E-MAIL: MGMSECURITE@YAHOO.FR

TEL: (00241) 03 24 28 73 / 03 24 28 75 / 04 06 32 68 / 04 87 54 27



GABON SPECIAL ECONOMIC ZONE

La plus grande zone d'opportunités en Afrique centrale



Située à 23 km de l'aéroport international de Libreville



Un chemin de fer qui longe le site



La nationale RN1 se trouve à 500 mètres du site, de même que les liaisons routières vers Oyem, Makokou, Koulamoutou, Mouila, Ndjolé



Située à 25 km de Libreville



Accessible par des canaux de distribution et située à 40 km du port international d'Owendo



VOTRE TICKET GAGNANT POUR UNE EXONERATION TOTALE

AVANTAGES

- 0% d'impôt sur le revenu pour les 10 premières années
- Taux préférentiel de 10% pour les 5 années suivantes
- Pas de droits de douane sur l'importation des équipements et machines pour l'industries
- 0% de TVA
- Pas d'impôt foncier
- 50% de réduction sur l'électricité
- Le rapatriement de 100% des fonds

SERVICES COMMUNS

- Accès direct à la nationale RN-1
- Quai dédié à la réception des barges
- Terminal à container
- Electricité fournie via un moteur double puissance
- Unité de séchage pour les industries de bois
- Guichet Unique
- Gendarmerie
- Sapeurs-pompiers

80% des parcelles ont été vendues



ADDAX PETROLEUM

En tant que filiale de Sinopec, Addax Petroleum poursuit un plan de développement ambitieux aligné sur les objectifs du Groupe. Baptisé

Vision 500, il consiste à réinvestir dans des actifs clés et à réaliser des acquisitions stratégiques en vue d'atteindre une production de 500 000 barils de pétrole par jour d'ici à 2015, contre 168 645 en moyenne en 2012. Pour franchir ce cap décisif, nous misons à la fois sur la croissance interne et externe. Nous continuerons ainsi à nous concentrer sur le golfe de Guinée, conformément à notre engagement de longue date envers les pays qui accueillent traditionnellement nos activités, tout en restant à l'affût de nouvelles opportunités afin d'étendre notre présence à d'autres régions à fort potentiel.

Addax Petroleum emploie plus de 1100 personnes d'une trentaine de nationalités différentes. Une pluralité de cultures et d'horizons qui confère à notre entreprise une identité réellement distinctive – aux confluences de l'Afrique, de la Chine, du Moyen-Orient et de l'Occident – construite autour de trois valeurs fondamentales : l'intégrité dans l'action, l'harmonie dans la diversité et la création de valeur par l'excellence.

Addax Petroleum a pour ambition de créer de la valeur grâce à l'exploration, au développement et à la mise en production de gisements gaziers et pétroliers, tout en contribuant, par le biais de la Fondation Sinopec-Addax Petroleum, de sa propre démarche RSE et des relations établies avec les communautés, au développement social et environnemental, au sein comme au-delà de ses zones d'activité.

www.addaxpetroleum.com
www.addhopefoundation.org



- 2013
Implantation à Aberdeen, Royaume-Uni
- 2012
Expansion en mer du Nord
- 2012
Implantation à Houston, États-Unis
- 2011
Acquisition de Pecten, filiale amont de Shell dans l'offshore camerounais
- 2009
Acquisition par Sinopec
- 1998 – 2005
Expansion au Nigeria, au Cameroun, au Gabon et dans le Kurdistan irakien
- 1994
Création d'Addax Petroleum

Chaque étape fait une différence
et la différence est notre force

Le Gabon est vert sur la carte du monde



ENVIRONNEMENT

Contre l'insalubrité : Grandes ambitions, et moyens limités

Aujourd'hui, la protection de l'environnement et singulièrement la gestion des déchets dans les centres urbains préoccupe les autorités. Maintes initiatives ont été déployées pour faire de Libreville une ville propre, les résultats n'ont pas été à la hauteur. A travers ses missions transversales, la Direction Générale de l'Environnement, a d'importants défis à relever quant à l'appui aux collectivités locales dans la gestion des déchets. Avant

tout, se posent des questions de moyens techniques, d'implication des acteurs et surtout de la coordination des interventions. Ce sont là autant d'éléments qui peuvent contribuer à améliorer la situation.

La rédaction du journal Economie Gabon+ a rencontré, M. Louis Léandre EBOBOLA TSIBAH, DG de l'environnement et de la protection de la nature.



Louis Léandre EBOBOLA TSIBAH, DG de l'environnement et de la protection de la nature.

Economie Gabon+ : Parlez-nous de votre département, de ses missions et prérogatives.

- M. L. L. EBOBOLA TSIBAH :** Sans être exhaustif, conformément au décret 913 du 29 mai 1985, la Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature (DGEPN) est chargée notamment :
- de la protection et de l'amélioration du cadre de vie urbain et rural ;
 - de l'harmonisation du développement industriel avec la sauvegarde du milieu naturel ;
 - de la surveillance des établissements jugés dangereux, insalubres ou incommodes ;
 - de l'aménagement et de la conservation des sites ;
 - de l'information et de l'éducation du public en matière d'environnement et de protection de la nature ;
 - de toutes études relatives aux projets à mettre en œuvre ;
 - de la centralisation de toutes les données nécessaires à la définition des moyens et à l'évaluation des résultats ;
 - de l'application des textes en vigueur relatifs à l'environnement et à la protection de la nature ;
 - Etc.

Comme vous pouvez le constater, la DGEPN a des missions transversales. Par conséquent, elle travaille avec d'autres départements ministériels dont les activités ont un impact sur l'environnement. Elle est certes investie de la mission de protection de l'environnement, mais sachez qu'elle ne constitue pas un frein au développement du Gabon.

EG+ : Puisque l'une de vos missions consiste en la protection et à l'amélioration du cadre

de vie, à votre avis quelle est la raison de l'insalubrité à Libreville et dans les grandes villes gabonaises ?

L. L. EBOBOLA TSIBAH : Ce sont davantage les problèmes de l'urbanisation anarchique, de l'incivisme des populations ainsi que les carences des prestataires de service qui rendent très difficile le traitement efficace de l'épineuse question de l'élimination des déchets dans les agglomérations gabonaises. A certains endroits, les déchets, aussi bien solides que liquides sont jetés directement aux points d'apports volontaires, derrière les maisons, sinon dans les bassins versants, avec des conséquences que nous connaissons tous tant sur la santé que sur le cadre de vie dans sa globalité.

E G+ : quelles sont les solutions que vous proposez ?

L. L. EBOBOLA TSIBAH : Il est impératif pour Libreville d'opter pour une filière de valorisation et d'élimination des déchets maîtrisés, prenant en charge l'intégralité des déchets produits. Ensuite, procéder à une organisation des filières en fonction des déchets identifiés. A cet effet, des efforts seront à faire dans le cadre de la réduction des déchets, ainsi que la création des filières de gestion de déchets dangereux. Enfin, il faudra définitivement régler l'épineux problème de gouvernance en mettant en place une autorité administrative qui devra réguler, contrôler, et conseiller les collectivités locales.

E G+ : Qu'entend-on par déchets dangereux ? Quelle différence y-at-il avec les déchets hospitaliers ?

Les déchets dangereux sont les déchets issus de l'ac-

tivité industrielle qui représentent un risque pour la santé ou l'environnement et qui nécessitent un traitement adapté. Les déchets hospitaliers sont aussi à classer dans cette catégorie. Il faut proposer des solutions alternatives de valorisation ou d'élimination de ces déchets aux entreprises et aux unités hospitalières, afin de les intégrer dans un schéma pollueurs payeurs répondant aux normes en vigueur.

E G+ : Vous siégez par ailleurs le Conseil d'Administration de Clean Africa ?

L. L. EBOBOLA TSIBAH : oui. J'y siége avec d'autres pour le compte de l'Etat, depuis que ce dernier a acquis 70% des parts de la société. Je suis mandaté pour les questions d'environnement. Et je tiens à préciser que par "Mandater" je veux dire "accompagner la Direction Générale de Clean Africa sur le plan technique".

EG+ : Ailleurs ce sont les opérateurs privés qui s'occupent des questions de collecte et de propreté, quelles sont les difficultés rencontrées par SOVOG qui ont conduit l'Etat à rentrer dans le capital de cette société, pour créer enfin de compte Clean Africa ?

L. L. EBOBOLA TSIBAH : Il y aurait beaucoup à dire. Pour aller à l'essentiel, je dirais que la principale difficulté est d'ordre logistique. En effet, Pour un périmètre de collecte régulièrement en extension, SOVOG avait du mal à suivre. En effet, faute d'investissements conséquents, il devenait difficile à la société de pouvoir remplir ses obligations de service public. A titre d'exemple, en 2007, la SOVOG avait 15 camions et le nombre de bacs sur Libreville était exactement de 2223. Ce nombre est aujourd'hui en dessous de 400 unités pour à peine une dizaine de camions. Le niveau de collecte conventionnel lui étant toujours fixé à 600 t/j. Avec un tel déficit, il est clair que le niveau d'insalubrité ne peut être que plus important. C'est ce qui du reste a justifié la succession des plans d'urgence au cours de ces dernières années.

EG+ : Quelle est donc la place des collectivités locales dans la lutte contre l'insalubrité ? Quelles sont vos rapports avec la Mairie de Libreville, par exemple ?

L. L. EBOBOLA TSIBAH : Les collectivités locales sont en charge de la salubrité publique. Cependant, la difficulté pour elles réside souvent au niveau des budgets alloués à cette mission. Malgré toute leur bonne volonté, les collectivités locales sont contraintes de revoir à la baisse leurs ambitions en matière de salubrité publique. A ce sujet, le maire de Libreville a d'emblée pris conscience de la difficulté. A la différence des équipes précédentes, on note une approche méthodologique plus concertée dans la résolution des problèmes d'insalubrité. A ce jour, nous avons toujours été régulièrement sollicités, lorsque le

besoin s'est fait sentir, en qualité de conseil. Nous faisons la même chose avec la commune d'Akanda et bien d'autres qui ont besoin de notre accompagnement.

EG+ : Sur la valorisation des déchets. D'aucuns parlent d'industrie, de tri, de curage des caniveaux à Libreville... envisagez-vous d'intervenir là-dessus ?

L. L. EBOBOLA TSIBAH : Très honnêtement, il faut reconnaître d'emblée qu'on ne peut parler d'une industrie du déchet au Gabon pour le moment. En effet, à ce jour, nous nous contentons de collecter et de dépoter à la décharge, sans aucune valeur ajoutée. Ailleurs, dans les grandes économies, le déchet constitue une matière première. Dans le contexte actuel, des efforts importants restent donc à consentir pour aller véritablement dans ce sens. Pour ce faire, il faut sensibiliser au tri et définir ce qui est valorisable. Comme vous pouvez le constater, des milliers d'emplois sommeillent encore dans ce secteur d'activité. C'est tout un pan de l'économie verte qui reste à construire.

EG+ : Depuis longtemps on prétend que la décharge de Mindoumbé est saturée et pourtant elle continue à recevoir les déchets. A quand sa fermeture et surtout l'ouverture d'un nouveau site ?

Mindoumbé est une décharge à ciel ouvert qui n'obéit à aucune norme en matière de gestion écologique de déchets. C'est essentiellement un lieu d'évacuation qui reçoit tout type de déchets comme je l'ai précédemment mentionné. Aujourd'hui c'est devenu un enjeu prioritaire que de la fermer, de la réhabiliter afin d'atténuer au maximum les impacts qu'elle peut avoir sur la santé publique et l'environnement. Ce qui revient à construire des installations aux normes internationales. Mais en attendant, de régler définitivement la question, sans vouloir déplacer le problème, il va falloir gérer Mindoumbé en y améliorant les facilités d'accès aux collecteurs et en évacuant les squatter comme le Gouvernement l'a si bien fait récemment.

EG+ : En définitive, la question des déchets est-elle de haute priorité ?

L. L. EBOBOLA TSIBAH : Les plus hautes autorités de la République, en tête desquelles, le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA ainsi que le Gouvernement qui dirige le Professeur ONA ONDO en ont fait une question de très haute priorité. Il s'agit du cadre de vie des Gabonais. C'est ainsi qu'au regard des conséquences de l'insalubrité sur la vie des citoyens, les priorités dans ce sens sont-elles régulièrement affirmées. En tout cas, pour sa part, la DGEPN est totalement mobilisée depuis pas mal de temps en compagnie de son partenaire AL Consulting que dirige monsieur Jérôme LADURANTIE.

RSE GENRE

TWICE : Le réseau Total Gabon entièrement dédié à la promotion genre

Economie Gabon+ : Parlez-nous de ce réseau dont vous êtes le porte-étendard ?

Mme Nguemby : Twice a été créé en Avril 2013, lors d'une visite de l'une des responsables du groupe Emmanuelle Le Poutre, Directrice du développement durable. Elle a émis le vœu que Total Gabon mette aussi en place ce réseau qui travaille à la promotion de la mixité et notamment sur l'évolution professionnelle des femmes. Car une fois de plus, à diplôme égal, elles avancent moins que les hommes. Nous travaillons aujourd'hui à la mobilisation des femmes dans ce sens.

E G+ : Est-ce à dire que lorsque le projet a été proposé, seules les féministes y ont cru ?

Mme Nguemby : Oui, nous ne revendiquons pas forcément « l'égalité », mais toutes souhaitent qu'à diplôme égal, qu'elles avancent au même rythme que les hommes. Nous tentons de lutter contre tous les stéréotypes qui freinent vers cette évolution.

E G+ : Est-ce que nombre de vos combats étaient menés au niveau de la représentation du personnel ?

Mme Nguemby : Nous avons un délégué du per-

sonnel, c'est insuffisant pour toutes nos préoccupations. Nous avons aujourd'hui toute une organisation à mettre en place pour mobiliser les femmes de Total et d'autres dans ce combat. Nous y travaillons. Il serait par exemple intéressant pour nous d'avoir à terme une structure comme l'Organisation Nationale des Employés du Pétrole (ONEP). Encore une fois, ce ne sont que des projections, la route est longue et nous n'en sommes qu'au début.

E G+ : Envisagez-vous de promouvoir les métiers techniques qui demandent de grandes aptitudes scientifiques ?

Mme Nguemby : Oui, c'est une de nos activités en 2014. Nous avons déjà fait le constat au niveau de Total Gabon avec peu de femmes dans les métiers techniques. Ainsi, nous irons dans les lycées et collèges sensibiliser les jeunes filles dans ce sens.

E G+ : Nous avons vu la plateforme TWICE-BOOK, est-ce un moyen de communiquer entre vous ?

Mme Nguemby : Oui,

c'est une plateforme de partage et d'échange d'expériences, de savoirs et savoirs faire. C'est aussi un moyen d'échanger avec les femmes d'autres filiales. Chaque année, nous projetons une réunion de toutes les présidentes pour approfondir ces échanges.

E G+ : A quand une plateforme de partage avec les hommes ?

Mme Nguemby : Il est important qu'ils soient associés pour qu'ils s'imprègnent mieux de notre combat car avec l'évolution de sociétés, les problèmes des femmes, comme élever les enfants. Nous avons le soutien de la Direction générale, d'ailleurs Monsieur Chaguet, directeur général est notre parrain.

E G+ : Y a-t-il des anecdotes qui ont été vécues par les femmes de TWICE ou d'autres des expressions ou réflexions un peu machistes ?

Mme Nguemby : Ce sont très souvent les femmes des sites qui en subissent car le monde pétrolier est encore très masculin. Généralement, quelque temps après, les doutes sont dissouts et quand nous sommes avec des hommes, nous devons nous dire que le sexe n'existe plus.

E G+ : Est-ce à dire que vous serez amenée à faire du training pour donner plus d'assurance aux femmes ?

Mme Nguemby : Tout à fait, nous envisageons collaborer avec d'anciennes de Total, qui ont eu à faire un parcours exemplaire et ont fait preuve de courage dans l'adversité afin d'encourager la nouvelle génération. Nous prendrons par exemple Mme BIGNOUMBA Jacqueline qui est l'actuelle présidente de l'Union Pétrolière Gabonaise, qui a fait toute sa carrière ici et qui fut l'une des 1^{ères} femmes ingénieures de Total.

ENVIRONNEMENT

SOBRAGA, Société des Brasseries du Gabon : Un pilier du développement socio-économique durable



Installée au Gabon depuis près d'un demi-siècle, la Société des Brasseries du Gabon (Sobraga) est devenue au fil des ans une valeur sûre du développement économique et social sur l'ensemble du territoire national, où elle possède sept sites de production. Engagée depuis plusieurs années dans une politique volontariste de responsabilité sociale et environnementale, la Sobraga relève le défi de l'émergence en ajoutant le facteur « durable » aux bénéfices socio-économiques de son industrie.

Fort de ses succès industriels, la Sobraga a pris le parti il y a quelques années d'entrer dans un processus de développement « durable » de son activité. Un choix motivé par les impératifs environnementaux de notre époque, mais aussi et surtout par le poids économique et social de l'entreprise à l'échelle nationale, qui se doit d'être sécurisé et pérennisé. La réduction de l'empreinte environnementale de la Sobraga a été érigée en leitmotiv, et a permis un renforcement considérable du service Qualité, Hygiène, Sécurité et Environnement. Des services entiers sont aujourd'hui consacrés à l'étude de l'impact environnemental de l'activité brassicole, au renforcement des processus qualitatifs de travail, au recyclage des déchets, et à la sensibilisation en interne sur ces sujets. Le point d'orgue de cet engagement a résolulement été l'inauguration historique de la première station de traitement des eaux usées du pays sur le site de production de Port-Gentil en Mars 2012. De type aérobie et d'une capacité de traitement de près de 700 m³/jour, cette station fait de la Sobraga une entreprise pionnière en matière de préservation de l'environnement au Gabon. La station de traitement des eaux usées de l'usine de Libreville, qui aura une capacité d'au moins 3 000 m³/jour, est en cours de construction et devrait être mise en service courant 2014. Si les eaux usées représentent le premier facteur impactant de l'activité brassicole sur l'environnement, la démarche d'éco-responsabilité de la Sobraga ne s'est pas arrêtée là, puisqu'à Libreville, une politique du « 100% recyclé » a été instaurée. Ainsi outre les eaux usées, tous les types de déchets sont récupérés et traités grâce à des partenaires locaux et internationaux. La drêche (résidu de malt bouilli) est récupérée par la Société avicole et meunière du Gabon (SMAG) qui la conditionne en cubes destinés via l'export à l'alimentation animale ; les déchets métalliques sont récupérés par une société locale et recyclés en Europe ; le traitement des déchets biomédicaux fait

aussi l'objet d'un contrat de traitement avec l'Hôpital militaire, et même les déchets informatiques parviennent à être recyclés via un partenaire local.

Mais l'engagement environnemental de la Sobraga, c'est aussi un choix industriel stratégique : celui du verre consigné. Grâce à une politique d'investissement continue sur cette matière, de la fabrication des bouteilles et des casiers à la chaîne d'embouteillage et de lavage, aujourd'hui plus de 8 boissons sur 10 vendues par la Sobraga sont conditionnées en verre consigné. Alors que les pays européens qui ont abandonné ce mode d'emballage depuis des années peinent à y revenir, avec des objectifs ambitieux de 1% à 2% dans une dizaine d'années, le Gabon jouit d'une avance considérable sur cet emballage qui se dessine résolument aujourd'hui comme le créneau d'avenir pour les boissons de grande consommation. Avec 70% à 90% d'économie en eau et en énergie comparativement au verre perdu et aux emballages plastique et aluminium, le verre consigné est sans conteste l'emballage le plus écologique et le plus économique à l'heure actuelle.

FEDERER LES POPULATIONS AUTOUR DU DEFI ENVIRONNEMENTAL

En parallèle de ces choix industriels et structurels forts pour la limitation de l'empreinte environnementale de la société, la Sobraga a initié de grandes campagnes d'actions et de sensibilisation sur les thèmes du recyclage, de la préservation environnementale et de l'amélioration du cadre de vie des populations. Le 20 Juillet 2013, plus de 1 150 volontaires, issus d'une quinzaine d'organismes associatifs, institutionnels et privés, ont pris part au lancement de l'opération « Plages Propres ». Plus de 400 000 litres de déchets ont été collectés sur 13 kms de plage dans la capitale, et 100 poubelles de plage ont été posées le long du littoral, entièrement recouverte de messages de sensibilisation à l'endroit des populations. S'en est suivi la réalisation d'une sculpture monumentale de plus 4 mètres de haut par le célèbre plasticien camerounais Joseph Francis Sumegne, à partir de matériaux recyclés, notamment les boîtes de boissons collectées sur les plages de Libreville. La sculpture, inaugurée le 21 Septembre 2013, trône aujourd'hui sur le front de mer de Libreville, interpellant au passage les passants sur les thèmes majeurs du recyclage et de la préservation de notre environnement.

A l'occasion de la dernière Journée Mondiale de l'Environnement célébrée le 5 Juin de chaque année, la Sobraga avait posé les jalons de cette vaste campagne de sensibilisation à long terme des populations, en publiant plus de 5 000 exemplaires du « Petit Manuel Illustré d'Eco-responsabilité », réalisé avec Pahé, un des plus célèbres caricaturistes du pays.

La rédaction

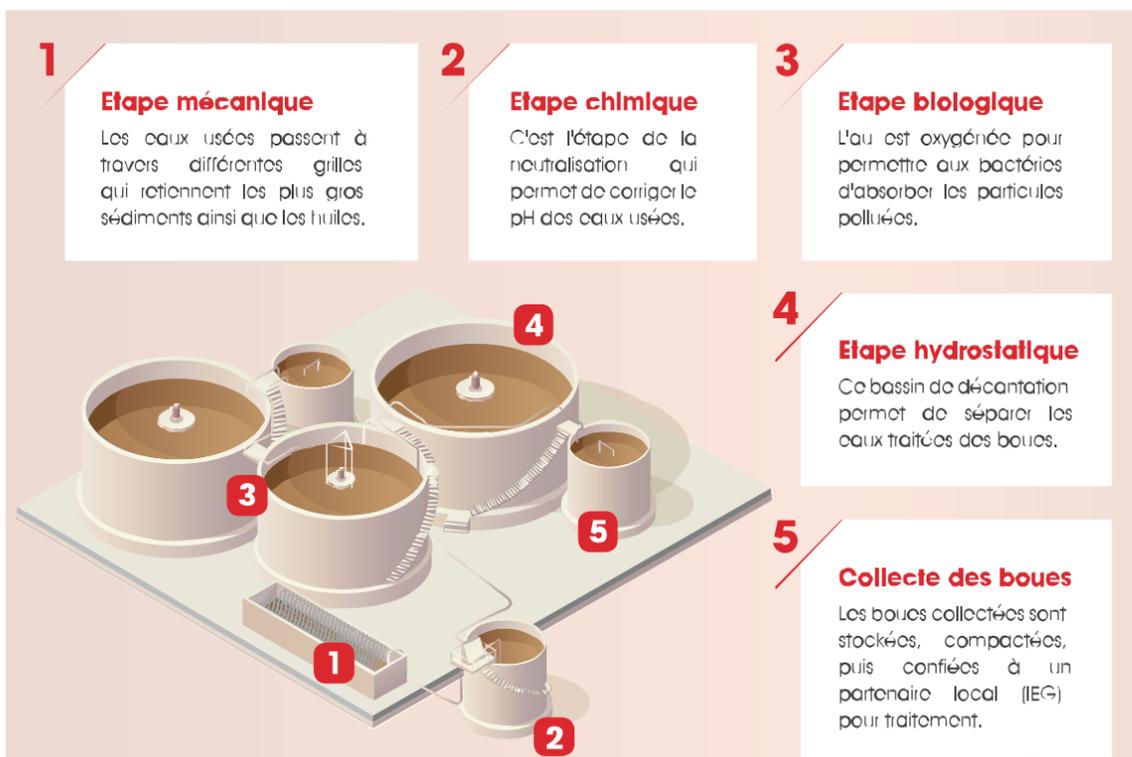
Sobraga |

Les Brasseries du Gabon

Pionnière du développement durable au Gabon

Dans le domaine brassicole, les eaux usées rejetées dans la nature sont le premier facteur de pollution industrielle. Au Gabon, la Sobraga est le principal consommateur d'eau du pays. Dans le cadre de notre politique de développement industriel, nous avons donc érigé au rang des priorités la réduction drastique de notre empreinte environnementale. C'est ainsi qu'en Mars 2012, nous avons inauguré la première station de traitement des eaux usées du pays, dans notre usine Sobraga de Port-Gentil.

Le programme de développement éco-responsable de la Sobraga prévoit de doter d'unités de traitement des eaux usées l'ensemble de ses sites de production à travers le pays. La station de Libreville, sur notre usine d'Owendo, sera mise en service en 2013. Beaucoup reste à faire, mais ensemble, nous pouvons préserver notre environnement, et ré-inventer notre avenir.



« La première station de traitement des eaux usées du Gabon »

ENVIRONNEMENT

Gabon Vert, le pilier porteur du PSGE

Avec son environnement exceptionnel, le Gabon ouvre une nouvelle page de son histoire. Le pilier Gabon Vert porteur de croissance, est une politique ambitieuse pour la valorisation durable des écosystèmes à travers une économie diversifiée.

« Le Plan Opérationnel Gabon Vert témoigne de l'ambition du pays de devenir précurseur d'un développement économique, humain et durable réussi, de se transformer en un pays émergent assurant une prospérité équitable et partagée à ses citoyens et qui réussit simultanément à assurer le renouvellement de son capital naturel, la préservation et la valorisation de son exceptionnel environnement ».

Le pilier Gabon Vert, élément central du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), ambitionne de résoudre une contradiction à laquelle font face tous les pays en voie de développement : comment augmenter le niveau de production de son économie tout en maîtrisant son impact sur l'environnement et s'assurer du renouvellement dans le temps des ressources naturelles ?

Tous les pays développés ont vu une corrélation entre leur niveau de développement, exprimé par exemple par leur Indice de Développement Humain, et l'augmentation de leur empreinte écologique.

L'objectif visé par le Gabon Vert est d'augmenter le

niveau des richesses produites tout en maîtrisant l'empreinte écologique des activités humaines. Pour ce faire, le Gabon Vert promeut une démarche globale de gestion durable des écosystèmes (écosystèmes forestiers ; écosystèmes aquatiques et écosystèmes agro-pastoraux) à travers des programmes d'actions de protection de la ressource, de sa connaissance et de règles de gestion durable de ces écosystèmes et de leur biomasse. Ce qui devrait permettre ensuite, de mener des actions de valorisation durable des filières économiques liées à ces écosystèmes : il s'agit notamment des filières bois, PFNL, pêche, aquaculture, agriculture et élevage notamment.

Le Gabon Vert, l'un des trois piliers de la croissance, est fortement connecté aux autres piliers de développement menant à la prospérité partagée et sera un vecteur d'opportunités.

Cette réflexion d'une croissance corrélée à un développement préservant les ressources environnementales s'inscrit dans un contexte où la communauté

internationale s'interroge sur le modèle à suivre pour assurer un développement durable de la planète. Les pays développés tendent à délaissier leur modèle de croissance traditionnelle axé autour d'une exploitation massive et parfois inconsidérée des ressources naturelles pour réfléchir concrètement à une transition écologique de leurs économies. Dans le même temps, les pays en développement saisissent le train de la croissance et exploitent autant que possible leurs ressources afin de lutter contre la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des populations. Le Gabon ose le pari de la responsabilité et choisit de s'établir dans une logique de long-terme, visant à se développer durablement, en préservant la ressource et en la valorisant mieux, pour une exploitation optimisée.

A travers la déclinaison concrète du pilier Gabon Vert, le Gabon entend s'engager dans une voie intermédiaire responsable et raisonnable en conciliant croissance économique à court terme, protection des ressources naturelles à moyen et long terme, et en-

gagement dans la préservation des équilibres naturels globaux de la planète, en participant à la préservation de la deuxième forêt tropicale du monde, véritable second poumon.

La réussite opérationnelle de ce pilier Gabon Vert dépendra notamment des projets structurants que l'Etat doit mettre en place au plus vite, parmi lesquels le Plan National d'Affectation du Territoire ; l'AGEOS ; le renforcement des capacités de l'ANPN ; l'aménagement des terres agricoles.

La réussite du Gabon Vert, à horizon 2025, devrait enclencher une dynamique de croissance durable qui rejettera dans un passé révolu l'économie de rente à faible valeur ajoutée, dépendant de cours de matières premières non maîtrisables, peu créatrice d'emplois basée sur l'exploitation des hydrocarbures, qui a longtemps caractérisé le Gabon. Le Plan Opérationnel Gabon Vert témoigne de l'ambition du pays de devenir précurseur d'un développement économique, humain et durable réussi ; le Gabon a un rôle de pionner à jouer dans ce sens.

ECONOMIE CIRCULAIRE

L'économie circulaire, une norme dominante du futur.

La prise de conscience mondiale sur la fin annoncée des énergies fossiles et les effets de l'industrialisation sur la biosphère ont conduit à explorer de nouveaux modèles de production. Le principe est de sortir du modèle traditionnel de production basé sur un cycle matières premières extraites > production > consommation > déchets, qui se révèle particulièrement énergivore et pollueur.



matière (réemploi, recyclage) et des produits (éco-conception sans toxicité ni obsolescence programmée, réparation, réutilisation puis recyclage) tout au long de leur cycle ».

L'économie circulaire rompt avec le schéma traditionnel de production linéaire, qui va directement de l'utilisation d'un produit à sa destruction, auquel il substitue une logique de "boucle", où l'on recherche la création de valeur positive à chaque étape en évitant le gaspillage des ressources tout en assurant la satisfaction du consommateur. A la clé, ce sont des milliards d'euros d'économies qui ont été identifiés, notamment en évitant les gaspillages de la société de consommation actuelle.

Bien que l'économie circulaire soit un modèle promu principalement dans les pays développés d'Europe et d'Amérique, on ne saurait le réduire à un modèle qui ne s'appliquerait qu'aux riches, bien au contraire. Le gaspillage des ressources naturelles (torchage de gaz dans l'industrie pétrolière) coûte des milliards en pertes économiques, des centaines de milliers d'emplois non valorisés, et impacte négativement nos environnements.

Mettre l'accent sur l'économie circulaire en Afrique, c'est également systématiser certaines pratiques de récupération/recyclage et les sophistiquer pour créer plus de richesses et d'emplois.

Emploi & Nouveaux métiers

L'économie circulaire est donc un réservoir d'emplois très important pour une Afrique qui doit faire face au défi d'une jeunesse nombreuse à insérer dans le marché du travail. Des solutions typiquement africaines qui émergeront dans le cadre de ce modèle dépendent sans doute non seulement la prospérité future du continent noir, mais également la qualité de l'environnement de notre planète.

Bien que ce cycle, sur lequel repose les deux grandes vagues d'industrialisations connues depuis le 19^{ème} siècle en Occident, soit le socle de nos sociétés de consommation, les effets néfastes et non durables de ce modèle de production conduisent à chercher de nouvelles voies. En effet, de nombreux chercheurs estiment que la biocapacité de la terre, à savoir sa capacité à régénérer les ressources renouvelables, à fournir des ressources non renouvelables et à absorber les déchets, a déjà été dépassé. Pour ne pas connaître le triste sort des sociétés insulaires ayant disparu après avoir surexploité les ressources de leur environnement, comme le démontre le chercheur Jared Diamond dans son livre à succès *Collapse*, nos sociétés doivent mettre en œuvre dès maintenant de nouveaux modèles qui surmontent les contradictions de l'ancien.

L'économie circulaire est l'un de ces nouveaux modèles émergents, qui pourrait bien s'imposer demain comme la norme dominante. Son objectif est de produire des biens et des richesses sans épuiser les ressources naturelles. Pour cela, en s'inspirant du fonctionnement circulaire des écosystèmes naturels, il s'agit, comme l'indique l'Institut de l'Economie Circulaire, de « repenser les flux d'utilisation de la

BIODIVERSITE

Lutte contre la criminalité faunique.

Une campagne de sensibilisation d'envergure jamais réalisée dans les établissements secondaires de Mouila, a été initiée par le Conservateur du Parc National de Waka (PNW) Simplicie Ockoy Elingou.



Conformément au chronogramme d'activités mensuel, le Conservateur du Parc National de Waka (PNW) Simplicie Ockoy Elingou a initié, du 27 mai au 03 juin 2014, une série de sensibilisations dans la quasi-totalité des établissements secondaires de la capitale provinciale de la Ngounié. Au total, cinq ont pu être visités. Il s'agit respectivement du Lycée public Jean Jacques Boucavel, du Collège Catholique St Gabriel, du Collège d'enseignement public Albert Martin Samba, le Lycée privé St Augustin et enfin le Collège Catholique Val Marie. Pour des raisons liées aux examens et devoirs de fin d'années, certains établissements n'ont pas pu bénéficier de ces précieux moments d'échanges destinés aux élèves des classes d'examen (de 3^{ème} et des T^{le}).

Le développement durable fait partie des programmes scolaires. Sa compréhension passe par la mise en œuvre du pilier *Gabon-vert*. Ainsi, la problématique de la conservation participe de cette politique menée par l'Agence Nationale des parcs Nationaux. Ces missions de sensibilisation rentrent également dans le cadre de la Lutte anti-braconnage (LAB), basée sur l'information, la sensibilisation et l'éducation. Ces actions ont pour objectif principal, vulgariser et renforcer la connaissance des Parcs Nationaux du Gabon et pour objectifs spécifiques, mieux faire connaître le PNW, sa situation géogra-

phique, sa spécificité, son fonctionnement, les missions générales du conservateur et des écogardes ainsi que ses atouts naturels.

Cette première phase de sensibilisation s'est déroulée dans les salles de classe ou amphithéâtres et répartie en plusieurs phases à savoir, les exposés, la projection d'un film et un débat. Chaque séance a démarré par le remplissage d'un questionnaire élaboré par le conservateur afin d'évaluer le niveau de connaissances des élèves sur les Parcs Nationaux. Ce questionnaire nommé «**baromètre de la biodiversité**» est une méthode, mise en place pour évaluer de manière continue le niveau de connaissance des populations sur la ressource. Le conservateur et des collaborateurs ont par des exposés, abordé différentes questions liées à la protection de l'environnement au Gabon.

Celui du Conservateur portait sur la politique générale des Parcs Nationaux, leur fonctionnement et les missions générales. Le Lieutenant Aron Massala, spécialiste flore et responsable de la LAB au PNW est intervenu sur les objectifs globaux de la LAB, la diversité éco systémique et floristique que regorge le PNW. Le Commandant Guy Ghislain Ibinga Sana, responsable faune du PNW a entretenu les élèves sur la diversité faunique de manière générale et particulièrement sur celle du PNW. Avant les débats, il y avait la projection de films sur les valeurs culturelles du PNW et sur les extraits du documentaire «*Ca s'explique*». Andréa Minkwé en charge de l'implication des communautés locales aux Parcs du Chaillu, et en sa qualité de modératrice de ces séances, s'est appesantie sur l'analyse du questionnaire.

Les résultats de cette première activité de sensibilisation d'envergure, jamais réalisée dans le chef-lieu de province qui abrite le PNW sont très satisfaisants. En effet au regard des listes de présence élaborées, ce sont au total 1032 élèves qui ont été sensibilisés. Aussi l'intérêt manifesté par les élèves à travers la qualité pertinente de leurs questions et le désir d'en savoir plus, témoignent de la pertinence de la démarche et du succès de l'action.

BIODIVERSITE

The Nature Conservancy sur l'Aménagement des cours d'eau

Présentation de TNC, par la représentante, Marie Claire PAIZ

TNC Nature est au Gabon, sur invitation de l'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN) qui connaît nos actions à travers le monde. Nous n'avons pas de présence dans les pays francophones. Le Gabon est le premier de la sous région à accueillir les programmes de TNC. Notre but est d'aider à combler un vide, en termes d'aménagement des eaux douces et des écosystèmes aquatiques. Le Gabon a de très grandes compétences en ce qui concerne l'aménagement des forêts comme sur bien d'autres secteurs ; on ne peut en dire sur les pays voisins. Dans notre domaine, nous cherchons, à créer une gestion intégrée en vue de valoriser les besoins économiques des populations tout en préservant les ressources d'eau douce. Et, dans ce cadre, on peut avancer que le

Gabon a des ressources d'eaux douces saines et de bonne qualité et, qu'il convient donc de préserver tout en alimentant le développement économique du pays. Aussi prendre en compte que les investissements qui se mettent en place ne compromettent pas ce que l'on appelle le capital naturel.

E G+ : Le développement intelligent est un de vos termes favoris, comment cela se matérialise-t-il ?

Marie Claire PAIZ : Pour nous, la notion de développement est légitime et normale. Il ne faut pas se dire que c'est soit le développement, ou la conservation de la nature. Lorsque l'on démarre un projet, il faut avant tout, avoir la meilleure information possible afin que l'impact négatif soit amoindri. Ensuite, si on ne pas l'éviter, on doit se demander comment

le réduire. C'est ainsi que l'on va comprendre ce que les ressources d'eaux douces notamment le bassin versant de l'Ogoué qui traverse la quasi-totalité du pays, peut offrir en termes de ressources, pour arriver à maîtriser les bénéfices des ressources tout en les préservant.

E G+ : Que représente le Développement Durable pour vous ?

Marie Claire PAIZ : C'est assurer la croissance économique et le bien-être social d'un pays, tout en protégeant la nature et les bénéfices qu'elle proportionne de manière à que ces bénéfices se maintiennent à long terme. C'est l'équilibre du développement et la conservation, au bénéfice des populations actuelles et des générations futures. Au Gabon, le plan stratégique «*Gabon Emergent* » est la feuille de route pour assurer ce développement durable, et à TNC, nous sommes

contents de pouvoir contribuer à cette vision.

TNC : ONG, née aux Etats-Unis, elle a pour but de promouvoir la conservation de la nature et de ses bénéfices. D'abord implantée dans tous les Etats des USA. Elle s'est ensuite implantée en Amérique Latine, en Asie et plus récemment en Afrique. Nous sommes donc, présents au Kenya, en Tanzanie, en Zambie et avons des programmes en appui avec des partenaires locaux au Mozambique, en Namibie, et aux Seychelles. Le Gabon est le plus récent pays dans lequel on est en train de s'implanter. C'est un ONG de protection de la nature, notre mission est la protection des terres et des eaux dont toute vie dépend. Quand on parle de toute vie, il s'agit de la faune, de la flore et des personnes. Nous apportons des innovations face aux enjeux les plus pressants en faisant cette balance adéquate entre la nature et les besoins sociaux et économiques.

RSE SANTE & MEDICAMENTS

Docteur OGANDAGA, Président de l'Ordre des Médecins du Gabon (CNOM)

« Le fonctionnement effectif de la CNAMGS permet actuellement d'accéder aux soins de manière générale, fait du Gabon un des rares pays d'Afrique ayant une assurance maladie universelle ». La mise en œuvre de l'assurance maladie universelle dans notre pays a permis de sortir des abîmes de L'IDH.



Economie Gabon+ : Dites-nous de manière Globale, l'appréciation que vous avez, sur les questions de santé au Gabon ?

CNOM : Votre question est tellement générale quelle demande une réponse sérieuse et ciblée :

- **Sur les politiques** : Elles sont excellentes au regard de la taille de notre population, des ressources financières de l'Etat et des entreprises opérant au Gabon. Par contre, les conclusions des Etats généraux de la Santé de 2005 ne sont toujours pas suivies en totalité.
- **Sur le plan des infrastructures** : L'Etat a fait des efforts considérables en construisant de nouveaux hôpitaux ultra modernes mais ils pourraient souffrir d'un manque de ressources humaines pour le fonctionnement et surtout en matière d'offre de soins spécialisés.
- **Sur les structures privées** : Elles sont dans l'impossibilité, malgré un moratoire, de se conformer aux Normes en Santé publique en vigueur.
- **Sur la création et le fonctionnement effectif de GS** : Permet actuellement d'accéder aux soins de manière générale ; ceci fait du Gabon un des rares pays d'Afrique ayant une assurance maladie universelle.
- **Sur les nouvelles dispositions annoncées au NYF** : Relatives à la prise en charge des patients dans les services d'urgence si risque vital, elles augurent d'une avancée significative sur la suppression du risque de décès aux urgences par défaut de disponibilité financière ou de couverture sociale. Globalement il ya encore beaucoup à faire !

« Nous savons que l'association des Médecins Spécialistes d'Hygiène et de Santé au Travail s'emploie à accompagner les entreprises dans l'application des règles de prévention des risques professionnels et de la prise en charge des travailleurs malades aidée dans cette dynamique par les syndicats. »

EG+ : Que fait-on des déchets médicaux au Gabon ?

Au niveau réglementaire, les Normes en Santé Publique sont venues combler ce vide. Mais force est de constater que rien n'est fait pour la gestion au quotidien des déchets médicaux. L'arrivée de Clean Africa n'a pas comblé ce manque laissé par feu SOVOG. C'est vraiment grave ! Je précise qu'une société autre que SOVOG devait gérer ce pan d'activité ; son implantation était même envisagée vers Ntoundou.

EG+ : Avez-vous une bonne lecture de ce qui se passe au sein des entreprises ? Selon vous, quelle est la meilleure des pratiques qui doit

prévaloir au Gabon ?

Nous n'avons pas d'idées précises au regard de l'état traditionnel de nos statistiques au Gabon. Toutefois nous savons que l'association des Médecins Spécialistes d'Hygiène et de Santé au Travail s'emploie à accompagner les entreprises dans l'application des règles de prévention des risques professionnels et de la prise en charge des travailleurs malades aidée dans cette dynamique par les syndicats. De toutes les façons, le Code de Sécurité Social et le Code du Travail sont des instruments législatifs permettant d'assurer les bonnes pratiques dans les entreprises qui sont également encadrées par les normes internationales du BIT et L'OIT.

EG+ : Quelle politique pour un maillage cohérent des infrastructures sur l'ensemble du territoire gabonais ?

Vous parlez de maillage cohérent ? La carte sanitaire du Gabon montre que si les infrastructures existent, il faut des ressources humaines et des moyens de communication (voies de communications) avec des systèmes de références pour une prise en charge par région. Je m'explique : si à Franceville, il y a un bon service de cardiologie, un patient peut être évacué de Lastourville ou de Makokou pour Franceville par ambulance médicalisée sans transfert sur Libreville et au moindre coût.

EG+ : Quelles relations entre Médecins, pharmaciens et tiers payeurs ?

Les relations entre les médecins et les tiers payants, particulièrement avec le CNAMGS, sont en nette amélioration. En effet, on est parti du refus des médecins du Public à recevoir les assujettis à cette caisse d'assurance maladie à la prise en charge quasiment sans distinguer depuis l'amélioration des procédures et surtout l'application de l'arrêté prévoyant une prime pour le personnel au pro rata de patients CNAMGS consultés. Nous laissons aux pharmaciens le volet médicamenteux relevant de l'Ordre des pharmaciens.

EG+ : Situation et perspectives de la couverture médicale universelle ?

La situation actuelle est plus que satisfaisante au regard du nombre de patients économiquement faibles (GEF) pouvant accéder aux soins sans hésiter, chose impossible surtout en situation d'urgence où le seul salut dépendait d'une solidarité familiale élargie mise à rude épreuve au passage. La prise en compte de travailleurs du Secteur Privé vient achever le processus, le troisième Fonds ayant une trésorerie de démarrage. Nous espérons une meilleure santé finan-

cière de la CNAMGS pour entrevoir la prise en charge à 100% des maladies chroniques plus particulièrement des EGF.

EG+ : La médecine en entreprise ayant évolué, aujourd'hui, quelle est en pourcentage, la prise en charge médicale des employés, par rapport au nombre d'entreprises implantées au Gabon ?

Nous avons du mal à répondre à cette question ; car l'état traditionnel des statistiques au Gabon ne permet pas de donner des chiffres fiables. Néanmoins nous dirons que le nombre croissant de médecins spécia-

lisés en Santé et l'Hygiène au Travail, la souscription d'assurance pour le personnel, le basculement des agents du Secteur Privé à la CNAMGS permettent d'affirmer que les travailleurs restent les mieux nantis en matière de couverture médicale.

En guise de conclusion générale, nous disons que les populations gabonaises peuvent mieux se soigner maintenant, et que la mise en œuvre de l'assurance maladie universelle dans notre pays a permis de sortir des abîmes de L'IDH. Ceci signe un frémissement de cet élan pour sortir les couches les plus défavorisées de la pauvreté.

Sobraga |

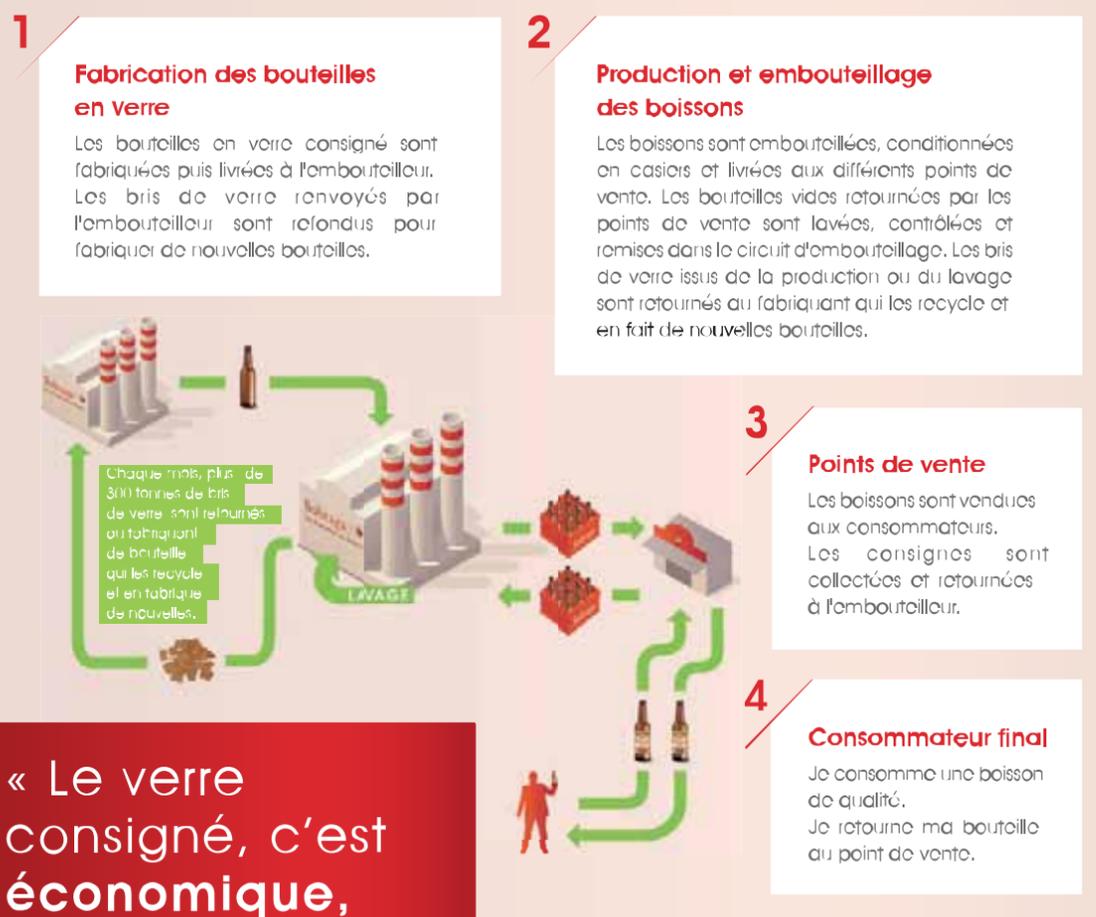
Les Brasseries du Gabon

Le verre consigné, c'est écologique

Près de 70% des boissons produites par la Sobraga sont conditionnées dans des bouteilles en verre consigné. Les études comparatives menées en Europe sur le cycle de vie complet d'une bouteille en verre consigné et d'une bouteille en verre à usage unique indiquent que le verre consigné représente un gain de :

- **90%** de déchets
- **79%** d'émissions de CO₂
- **76%** de consommation d'énergie
- **33%** d'eau consommée

Le cycle d'une bouteille en verre consigné à la Sobraga



« Le verre consigné, c'est économique, et écologique »

PROTECTION ET SECURITE

3M le leader mondial de l'équipement de protection individuelle, signe les offres EPI de Matforce Gabon

Au-delà de la protection et de la sécurité des employés, les Équipements de Protection Individuel (EPI), constituent un puissant levier de productivité.

Matforce et son partenaire 3M, proposent un large choix d'équipements de protection individuelle. Le DG, nous a livré quelques aspects de cette activité.

Du choix de la marque 3M : C'est le Leader mondial des équipements de qualité pour chantiers, carrières, hôpitaux, milieu pétrolier, etc. Ensuite pour le haut niveau de protection sécuritaire des utilisateurs, dans tout type de situation, tous secteurs confondus. Egalement parce que nous sommes convaincus du rapport confort/efficacité offert.

LEXIQUE : L'équipement de protection individuelle (EPI) est un dispositif ou moyen destiné à être porté ou tenu par une personne en vue de la protéger contre un ou plusieurs risques susceptibles de menacer sa sécurité ou sa santé principalement au travail. Il n'existe cependant pas de texte (sauf cas particuliers) précisant les équipements nécessaires pour une activité donnée. C'est généralement par une analyse de risque préalable que des EPI adaptés pourront être mis en œuvre.

Les dirigeants d'entreprise ont la responsabilité de protéger leurs opérateurs de tous dangers ou risques d'accident sur le lieu de travail. Normalement règlementé par le code du travail ou par des normes de sécurité, l'employeur soucieux de l'intégrité de ses travailleurs, mettra à leur disposition, les équipements nécessaires pour leur assurer santé, sécurité et protection. En bon manager, il est convaincu que son entreprise enregistrera une diminution conséquente des arrêts de travail et des surcoûts associés.

PORT DES EPI (ÉQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUEL) CONDENSE DES REGLES S'Y RAPPORANT.

Principales obligations de l'employeur

Il revient à l'employeur l'évaluation ou de faire évaluer, les risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, le choix des procédés de fabrication des équipements de travail, et la mise en place de mesures de prévention et de sécurité qui s'imposent. En mettant à la disposition des salariés, des EPI adaptés, appropriés aux risques à prévenir. L'employeur doit également veiller à leur utilisation effective. Il doit : mettre à disposition gratuitement et de manière personnelle les EPI nécessaires et appropriés au travail à réaliser, vérifier le bon choix de l'EPI sur une base d'analyse des risques à couvrir et des performances offertes par l'EPI, veiller à l'utilisation effective des EPI, vérifier la conformité de l'EPI mis à disposition,

3M est une marque engagée dans l'innovation permanente, leurs équipements sont hautement technologiques, avec un seul but : assurer au maximum la protection et la sécurité des travailleurs. La gamme 3M, c'est le respect de l'éthique environnementale et socioéconomique.

« Au Gabon, Matforce a la confiance des clients et partenaires, pour qui **la sécurité et la protection des travailleurs** constituent le premier jalon de tout projet ; la prévention devant être établie à la source, dès la phase de conception, pour éviter de réparer les dégâts causés sur l'environnement lorsqu'il est déjà trop tard ».

La rédaction

informer les personnes chargées de la mise en œuvre ou de la maintenance des EPI, fixer les conditions de mise à disposition, d'utilisation, d'entretien et de stockage des EPI.

Les instructions d'utilisation prescrites engageant pénalement la responsabilité de l'utilisateur, l'employeur doit par des consignes ou règlements intérieurs: veiller au bon fonctionnement et un état hygiénique satisfaisant par les entretiens, réparation et remplacement nécessaires des EPI, informer les utilisateurs des risques contre lesquels l'EPI les protège, informer sur les conditions d'utilisation de l'EPI, les consignes et condition de mise à disposition, former et entraîner les utilisateurs au port de l'EPI. Une formation à renou-

veler, aussi souvent que nécessaire, afin que l'EPI soit utilisé conformément à sa consigne d'utilisation.

Principales obligations de l'employé

Il incombe à chaque travailleur de prendre soin de sa santé et de sa sécurité en fonction de ses possibilités et de sa formation ainsi que de celles des personnes concernées par ses actes et omissions au travail. Avant chaque usage, l'utilisateur doit s'assurer de l'état satisfaisant de son matériel, car tout manquement aux consignes de sécurité peut aboutir, en cas d'accident, à des poursuites pénales.

Les différents types d'équipements de protection individuelle

Complémentaires aux moyens de protection collective, les EPI regroupent un large éventail d'équipements. Les équipements de protection individuelle vont du casque aux chaussures de sécurité, en passant par les lunettes, les masques de protection respiratoire, les bouchons d'oreille, les gants, les vêtements de protection, les harnais, etc. Ils sont destinés à protéger du ou des risques à un poste de travail : exposition cutanée ou respiratoire à un agent chimique ou biologique, chaleur, rayonnements, bruit, écrasement, choc, électrocution.

On distingue : Les EPI qui font l'objet de nombreuses innovations, notamment avec l'usage de nouveaux matériaux plus légers et plus résistants.

Par exemple, les casques, gants et chaussures de sécurité sont fabriqués à partir de «matériaux respirants» pour améliorer le confort. Certains vêtements sont renforcés par du Teflon, ce qui permet de mieux absorber les chocs. Pour les gants, certains matériaux sont privilégiés en fonction de l'usage retenu: du latex pour les produits chimiques, du néoprène pour les acides et certains solvants, du nitrile pour les agressions mécaniques et les hydrocarbures, etc. De même, les coutures des chaussures ou des jugulaires des casques sont étudiées de manière à éviter les frottements.

Les EPI sont toujours plus performants, confortables, esthétiques avec des innovations constantes dont, quelques produits adaptés à la morphologie femmes.



Au service des professionnels

Matforce propose un large choix d'équipements de protection individuelle signés 3M Le Leader Mondial

B.P.: 20362 Libreville • Zone Industrielle Oloumi
Tél.: 01 76 19 84 - 01 76 22 87
E-mail : info@cotega-matforce.com



Tête

Casque
Lunettes (yeux)
Cache (respiratoire)
Oreille (auditive)



Corps

Combinaison & Tenue de travail
Protection incendie (anti-feu)
Haute visibilité
Protection chimique (jetable)



Mains

Haut
Maintenance simple
Produits lumineux
Produits chimiques
Produits anti-coupe



Pieds

Chaussures
Protections des ardeils (s1)
Protections des ardeils et de la semelle (s5) perforation par le bas
Protection absorbant d'énergie (HRO- résistant à la chaleur b - SRC-antidérapant - Imperméable)

Accès en hauteur (de plus en plus exigées)

Harnais de sécurité
Ceinture de maintien
Ligne de vie

Produits divers

Kit absorbant (pétrolier et chimique)
Répulsif (moustiques, scorpion, etc.) en pommade ou aérosol



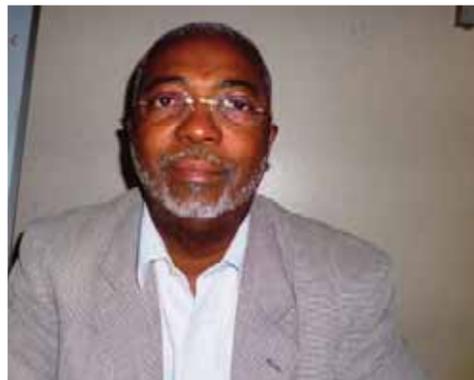
RSE SANTE & MEDICAMENT / PHARMACIE

ORDRE NATIONAL DES PHARMACIENS DU GABON (ONPG) DEPUIS LE 26 NOVEMBRE 2006

150 pharmaciens affiliés

... le médicament à un coût... par rapport à certaines zones tropicales, il n'y a plus de médicaments pour certaines pathologies...

A bâtons rompus avec le Dr Serge Aimé Issembe Président de l'ONPG. Il nous parle de la RSE Santé & Médicament et de l'accès au médicament.



EG+ : Où en est l'engagement sociétal de l'industrie du médicament ? Y-a-t-il une démarche RSE Globale, spécifique à l'Afrique ?

La plupart de ces industries ont déjà cette démarche dès le départ, dans la fabrication des médicaments. Il est vrai qu'elles se doivent de faire des marges, des bénéfices car le médicament à un coût, elles ont cependant le souci de bien faire, par rapport aux pathologies des zones tropicales. Même s'il est vrai qu'il n'y a plus de médicaments pour certaines pathologies. Beaucoup de médicaments ont vu leur prix baisser et de façon conséquente à cause du générique. Certains groupes que je connais fabriquent leurs propres génériques à partir de leurs originaux et les vendent moins chers. Nous le constatons dans le cas des antibiotiques. Partant de là, certains pays ont de plus en plus accès à des traitements dont ils ne pouvaient prétendre auparavant, on peut le constater dans le cas des antirétroviraux. Le générique, c'est un médicament qui tombe dans le domaine public. Une industrie qui met en place un produit original a 20 ans de droit d'exploitation sur son médicament, après cette échéance il tombe dans le domaine public. Ensuite

"LES PHARMACIENS ONT L'HABITUDE DE DIRE QUE LE MÉDICAMENT EST UN POISON. IL PEUT VOUS SAUVER LA VIE MAIS PEUT ÉGALEMENT VOUS TUER LORSQU'IL N'EST PAS PRESCRIT DANS DE BONNES CONDITIONS."

ceux qui le souhaitent peuvent l'exploiter et en faire des copies que l'on appelle communément générique. Les industries du médicament, dans ce cadre se doivent donc d'innover en permanence. Pour l'illustrer, le dernier médicament mis en service coûte près de 500 000 francs CFA par jour c'est un traitement du cancer du foie avec 80% de chance de guérison. C'est pour dire que l'industrie pharmaceutique a de beaux jours devant elle.

EG+ : Parlez-nous d'accès au médicament, du réseau d'officines, de maillage au plan national, des relations Médecins/pharmaciens / du tiers payeurs et de perspectives quant à la couverture médicale universelle.

C'est la direction médicament et de la pharmacie qui fait ce travail de couverture nationale en terme de distribution du médicament. Le Gabon est entièrement couvert, car dans chaque chef lieu de province, il y a au moins un dépôt de médicaments. Mais les pharmacies sont concentrées à Libreville, Port-Gentil, Franceville et Oyem. Il peut y avoir une pharmacie que lorsqu'il y a un prescripteur, donc des régions où il n'y a pas de médecin, il ne peut y avoir de pharmaciens.

« La couverture médicale universelle se met en place à travers la CNAMGS. Ce ne sont pas toutes les pharmacies qui sont affiliées à la CNAMGS. Les pharmacies payent leurs grossistes tous les 15 jours. Or la CNAMGS n'est pas régulière dans le paiement, ce qui pose problème. C'est l'une des conditions pour que le système fonctionne de façon optimale ».

« Nous parlons actuellement de la politique pharmaceutique commune, afin de pouvoir mieux gérer les médicaments et surtout pouvoir fabriquer nos propres médicaments. Un pays comme le Maroc fabrique 80% des médicaments qu'il consomme. Pour des économies d'échelles, il faudrait que les différents pays de la sous région se spécialisent dans la fabrication du médicament. Les relations avec les médecins sont excellentes, le président de l'ordre des médecins, le docteur Ogandaga est un ami, nous collaborons en parfaite intelligence ».

De la prise en charge médicale/entreprises au Gabon 2013/2014

« De plus en plus d'entreprises assurent leurs employés avec la CNAMGS, les choses vont aller de mieux en mieux étant donné que les petites entreprises sont prises en compte dans le processus d'enrôlement. Aussi, les entreprises ont constaté également que leur bien-être passe par celui de leurs employés. Il va de leur intérêt de les prendre en charge sur le volet Santé. Sur le plan national, des efforts ont été faits dans le cadre de l'amélioration des conditions de santé des populations et le volet médicament semble un peu oublié, mais si on est sûr que sans la santé il n'y a pas de développement, alors sans médicaments il n'y a pas de santé. Le pharmacien est un homme social, ce n'est pas un quelqu'un qui brasse de l'argent. Ceux qui en brassent sont du côté des industries pharmaceutiques. Plus de la moitié des pharmaciens sont sur le fil, prêt à fermer ».

EG+ : Les multinationales du médicament sont accusées d'alimenter l'informel ? Docteur, y-a-t-il un cadre législatif pour parer à tout ça ?

Dr Serge Aimé Issembe : Déjà je tiens à dire que je ne parle pas au nom des multinationales du médicament. De plus, le problème des médicaments infor-

mels est un problème très sérieux mais de très grande importance, au niveau national ou international... Il engage de nombreuses vies. Nous le combattons en tant que pharmaciens au niveau de l'ordre et au niveau du syndicat. La plupart des multinationales du médicament sont en Occident alors que les fabricants des médicaments informels sont dans les circuits des pays en développement ou émergents, en Asie ou en Afrique. Partant de ce constat il me paraît très peu évident que ces multinationales soient les seules à alimenter toutes ces filières informelle ; étant données que cela n'irait même pas à leur avantage.

EG+ : Quelle compréhension avez-vous de la chaîne d'approvisionnement ; de la vente de médicaments dans la rue, des génériques contrefaits et leurs interactions avec les organisations mafieuses ? Et quelles sanctions ?

En ce qui concerne les pharmaciens nous faisons des campagnes de sensibilisation depuis 2001 à tous les niveaux. Nous avons fait des sensibilisations auprès de l'autorité de tutelle, en l'occurrence, le ministère de la santé, à l'endroit des populations et plus particulièrement auprès des plus vulnérables, dans les lycées et collèges et même réalisé un film. Le ministre de la santé était descendu dans les marchés et, cette année encore, c'est le Procureur de la république qui a fait une descente toujours dans les marchés pour le même sujet. Le problème n'est pas seulement celui des médicaments contrefaits car il y a aussi des médicaments originaux qui sont vendus dans les rues. N'est autorisé à distribuer les médicaments que les pharmaciens car ils ont la compétence et sans oublier qu'il se pose la question du conditionnement du médicament.

Les pharmaciens ont l'habitude de dire que le médicament est un poison. Il peut vous sauver la vie, mais peut également vous tuer lorsqu'il n'est pas prescrit dans de bonnes conditions. Les amendes sont souvent insignifiantes et les pénalités faibles. Le circuit du médicament illégal est le même que celui des milieux mafieux, en général, on connaît les vendeurs mais on ne connaît pas les approvisionneurs.

Pambo Moussoungou

HYDROCARBURES

UPEGA : SYNDICAT DES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES

« A chaque entreprise, son plan de développement durable »



L'UPEGA, syndicat des sociétés pétrolières a été fondé en mars 1984 à Port-Gentil où il a encore son siège. Au départ, il s'agissait de mutualiser les probléma-

tiques communes aux sociétés pétrolières, regroupant de moins de 6 sociétés exclusivement consacrées à la production et /ou à l'exploration pétrolière. Il a été intégré par la suite aux sociétés des services pétroliers et les sociétés sous-traitantes des métiers supports (Logistique, Transit, Entretien, Mécanique des moteurs). Il faut toutefois préciser que les sous-traitants sont celles qui travaillent exclusivement avec les sociétés des deux premières catégories. Son rôle est de promouvoir le secteur pétrolier et la défense des intérêts de ses membres notamment dans les négociations avec l'Etat. Pour sa présidente, les relations qui existent entre leur syndicat et l'Organisation nationale des employés du pétrole (ONEP), sont celles de partenaires et non d'ennemies. Le travail de ces deux syndicats est de mettre en place des organes permettant une meilleure collaboration en toute sérénité.

Cette année l'Union Pétrolière Gabonaise (UPEGA) compte 68 membres. On peut différencier 5 catégories : catégorie 1, les sociétés d'exploration et de production, catégorie 2, les sociétés d'exploration uniquement, catégorie 3, les entreprises qui ont des participations sur des permis soit en exploration ou en production, catégorie 4, les sociétés de services pétroliers (l'activité principale est une activité pétrolière), catégorie 5, les sociétés sous traitantes de celles des catégories 1,2, ou 4.

Parlant de la responsabilité sociale de leurs entreprises, elle déclara que toutes les entreprises qui sont

affiliées à l'UPEGA savent qu'ils ont des responsabilités vis-à-vis de leurs employés, mais également vis-à-vis de la communauté dans laquelle ils exercent leur activité d'où une véritable politique de RSE. Cette politique de RSE se décline en plusieurs actions menées par les entreprises en relation avec les autorités locales.

Chaque entreprise a ainsi son plan de développement durable par exemple. Dans toutes les conventions que les entreprises signent avec l'Etat, il y a toujours un volet préservation de l'environnement. Déjà sur les sites, il y a une forte exigence de gestion des déchets qui sont sélectionnés et traités. L'UPEGA par l'entremise des sociétés qu'il représente s'efforce de minimiser l'impact de leurs activités sur l'environnement. Sur certains sites, il est interdit de pêcher, de chasser ou d'acheter un produit de la chasse et même de manger de la viande de brousse..., dans une logique de préservation de l'environnement.

Les entreprises du secteur pétrolier au Gabon participent aussi à des projets de développement par la construction et/ou la réhabilitation d'infrastructures sociales, à la préservation de l'environnement en travaillant notamment avec des Ong. Ce volet préservation de l'environnement passe notamment par la mise en place de systèmes de gestion de déchets en relation avec les communautés concernées. En termes de démarche, le syndicat mène des actions ponctuelles pour soulager des besoins de ses membres mais s'inscrit aussi dans le long terme en travaillant notamment sur la formation des jeunes gabonais. A titre d'exemple, il y a quelques années, il n'y avait pas de soudeurs industriels gabonais. Il y a la société Friedlander qui a formé une vingtaine de gabonais pendant deux ans. Dans cette dynamique, le syndicat encourage les partenariats entreprises-établissements scolaires pour accompagner la qualification des jeunes, en favorisant l'apprentissage dans les métiers techniques. Voilà pourquoi plusieurs de nos entreprises ont participé à la création de l'Institut du pétrole et du Gaz (IPG) de Port-Gentil.

RSE GENRE

Shell Gabon pour la promotion des femmes

... Il faut valoriser la diversité et la promotion de l'égalité ... les entreprises qui ont une grande diversité sont les plus performantes ...

Diversité et inclusion est un réseau qui milite pour la valorisation de la diversité et la promotion de l'égalité genre au niveau de l'entreprise. Il est à sa première année d'activités, nous avons rencontré sa présidente, Mme Audrey OGOULA qui, après son Bac à Port-Gentil, est allée faire ses études au Royaume-Uni où elle obtient d'abord un Bachelor puis un Master en gestion et évaluation de l'environnement. Mme Audrey OGOULA travaille depuis 2007 à Shell, elle nous livre ses sentiments.

L'e Réseau a été créé il y a quelques années. Au Gabon, nous le relançons. Nous évoluons très souvent dans des contextes multiculturels, des études ont montré que les entreprises prenant en compte cette diversité, source de richesses, sont beaucoup plus performantes. Il en est de même pour celles confiant des postes de responsabilités aux femmes. C'est tout l'intérêt pour l'entreprise de s'engager dans de telles démarches, mais volontairement. Quant à la participation des femmes, elles sont souvent très présentes lors des recrutements, mais on sent nettement leur diminution dans le temps. En général, il y a des problèmes de maternité qui peuvent causer un départ. Mais, il est donc important que les entreprises mettent des politiques adaptées pour ces femmes qui ont des enfants, pour que les nouvelles mères puissent avoir l'avantage d'élever leurs enfants, tout en travaillant ; et qu'elles ne se sentent pas face à un choix, entre carrière et enfants. Il est donc primordial pour l'entreprise de comprendre ces évolutions afin de mettre en place des stratégies adéquates leur permettant d'y rester

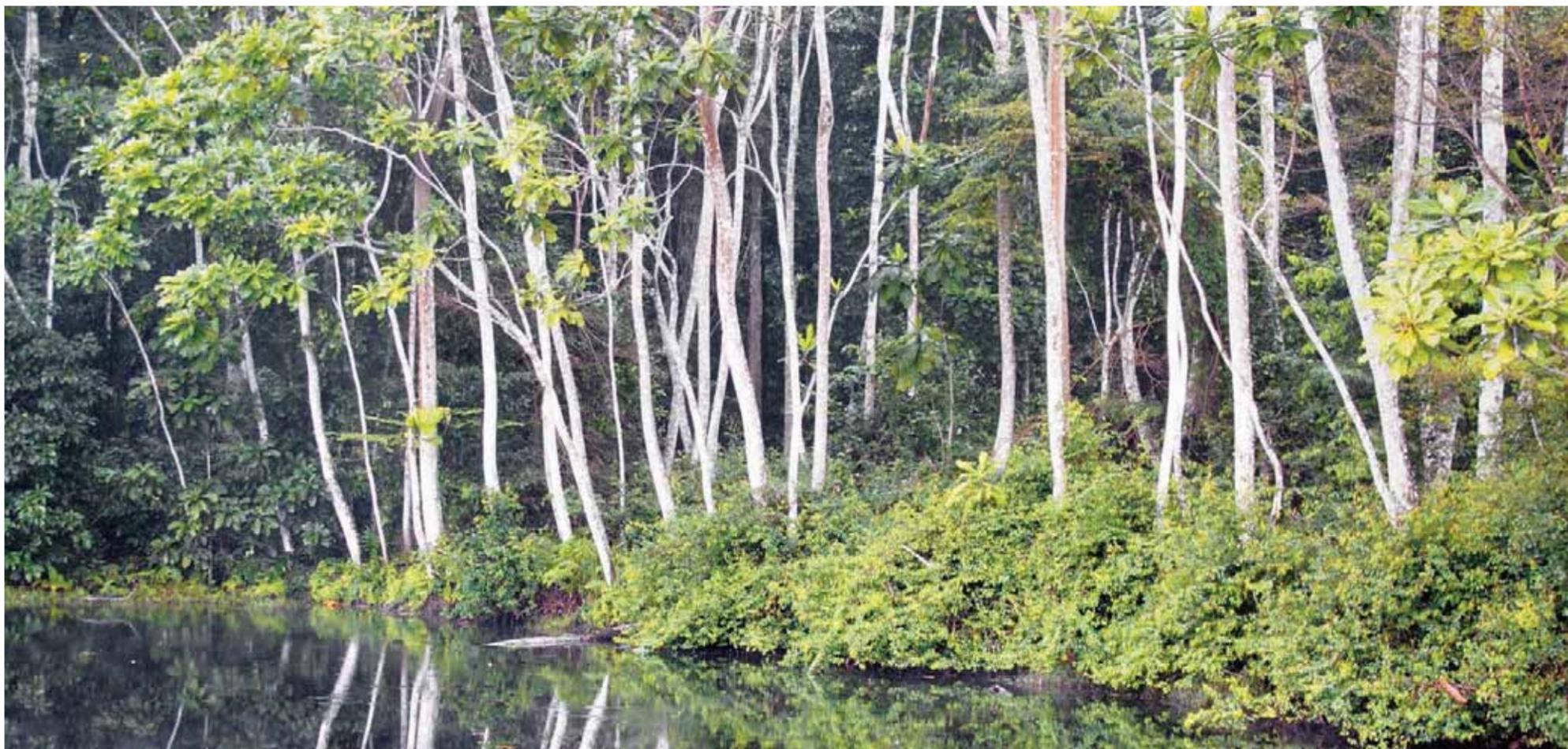
le plus longtemps, dans des conditions répondant entre autres, à ces diverses situations.

Le réseau est un cadre de discussion, déjà entre femmes ; pour qu'elles puissent évoquer leurs problèmes et surtout comment en faire face. C'est ainsi, une force de proposition pour l'entreprise. C'est également un endroit où elles rencontrent d'autres femmes, évoluant dans d'autres sphères pour notamment partager leurs expériences professionnelles. Cela est important pour toutes les femmes de Shell. C'est dans cet esprit qu'elles ont rencontré Mme Petrus Barry, Représentante Résidente de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Aujourd'hui, nous sommes à notre première année d'activités, nous commençons par la construction de l'équipe (Team Building). Noter que parmi les activités du réseau, il y a des séances de training afin d'amener les femmes à avoir confiance en elles. L'objectif étant aussi de permettre un équilibre entre les ambitions professionnelles et l'épanouissement dans la vie personnelle.

ENVIRONNEMENT

Shell Gabon, première entreprise à la pointe de la réduction du torchage de gaz

Opérant dans le secteur du Pétrole, précisément dans les activités d'Exploration et de Production d'Hydrocarbures, Shell Gabon a été à la pointe de la réduction du torchage de gaz. C'est la première entreprise à installer des compresseurs pour capturer le gaz et le réinjecter dans les réservoirs. Dans le cadre de la réalisation de ce numéro spécial, M. Joku Godson, Président directeur général de Shell Gabon, nous a livré ces quelques lignes.



Shell Gabon a été à la pointe de la réduction du torchage de gaz ayant été la première entreprise à installer des compresseurs pour capturer le gaz et le réinjecter dans les réservoirs. Nous utilisons les dernières technologies pour réduire le torchage du gaz aux stricts besoins opérationnels.

... Nous sommes fiers d'avoir pu mettre en œuvre notre expérience et les dernières technologies de production pétrolière pour soutenir le Gabon Vert, l'un des trois piliers du plan stratégique du Gabon Emergent ...

Les efforts de Shell Gabon sur la réduction du torchage de Gaz ont d'ailleurs été reconnus lors de la 3e réunion du Conseil National sur les Changements Climatiques, organisée par le Chef de l'Etat en Novembre 2013 durant laquelle, Monsieur le Président de la République a souligné les actions positives de Shell Gabon en matière de réduction du torchage de Gaz. Nous entendons poursuivre ces efforts.

Presque tous les jours à Gamba, dans notre camp de Yenzi, nous avons des éléphants dans nos jardins, des nuées de papillons multicolores autour des maisons, différentes espèces d'oiseaux et des singes dans la forêt environnante. Nos collègues de Rabi observent aussi régulièrement des buffles sur les terrains de sport et des éléphants dans notre camp d'habitation. Dans un environnement aussi riche en biodiversité, nous recherchons en permanence et mettons en œuvre des moyens pour réduire notre empreinte opérationnelle sur la nature.

Nous travaillons avec des organisations qui peuvent nous aider à mieux comprendre la biodiversité, la faune et la flore des zones où nous opérons et à prendre les dispositions nécessaires pour la protéger. Ainsi, en 2000, nous avons aussi établi un partenariat avec l'Institution Smithsonian pour nous aider à com-

prendre et à réduire les impacts de nos activités industrielles sur la biodiversité. Le Smithsonian a mené un inventaire de la flore et faune du Complexe d'Aires Protégées de Gamba en collaboration avec près de 50 scientifiques de renom du monde entier. Les résultats de ces études nous ont permis de prendre des mesures appropriées pour réduire notre empreinte sur la nature, telles que la réduction de la largeur des routes de production, la réduction de la taille des plateformes de forage, la réduction des layons en forêt, l'utilisation des plantes endogènes contre l'érosion, la sensibilisation des entreprises sous traitantes sur les questions relatives à la protection de l'environnement. Par ailleurs, plus de 100 publications ont été faites à ce jour, à partir de ces études. Un laboratoire de la biodiversité a été créé à Gamba pour partager les résultats de ces recherches et faire prendre conscience de la richesse et de la fragilité du patrimoine naturel ainsi que de la nécessité de le préserver.

Pour nous assurer que nos activités industrielles sont conformes aux normes internationales, nous nous sommes soumis à la certification ISO 14001 et avons

été certifiés en Octobre 2000 par la Lloyds. Depuis cette date, tous les trois ans nous passons avec succès toutes les procédures requises pour maintenir cette certification.

Avoir la confiance des communautés vivant à proximité de nos zones d'opérations est partie intégrante

de nos principes de conduite des affaires. Nous apportons un soutien aux communautés en matière d'éducation, de transports, de soins de santé et d'emploi. Il faut noter que 85 % de notre personnel est local et nous travaillons avec plus de 1500 sous traitants et fournissons un emploi indirect à près de 15000 personnes (1 % de la population gabonaise). L'un des récents exemples d'appui à la communauté est le contrat signé avec le gouvernement pour la construction d'une route de 53 km reliée à la route nationale, ouvrant ainsi la réa-

gion de Gamba / Ndougou au reste du pays. Ce projet permettra d'améliorer la mobilité des personnes dans la région, stimuler l'économie locale et fournir des opportunités aux entreprises locales impliquées dans la phase de construction, et aussi pour ces dernières d'acquérir des compétences en gestion de projets. La phase de construction du projet est gérée par l'orga-

nisations de développement allemande GIZ et la fin des travaux de construction est prévue en 2015.

En matière d'éducation, nous contribuons à équiper les écoles, et partageons avec les collectivités le financement de projets de santé pour les populations locales riveraines. Ainsi, dans le cadre du renforcement des capacités du Centre Médical de Gamba, nous avons facilité la mise à disposition au Centre d'un médecin expert en matière de santé communautaire. Nous soutenons également un projet de santé communautaire pour la lutte contre le Sida, le Paludisme, la Tuberculose et les maladies évitables par la vaccination. Tout récemment nous avons signé à Shell Gabon une politique de contenu local afin de permettre aux entreprises locales de bénéficier de contrats d'activités avec Shell.

En matière de formation et développement de l'esprit d'entreprise, Shell Gabon envisage de lancer en Juillet prochain le projet Shell Entreprendre pour favoriser l'entreprenariat des jeunes.

Pendant de nombreuses années, Shell Gabon a fourni un soutien logistique à la communauté de Gamba en transportant par voie maritime les marchandises des membres de la communauté. Avec l'arrivée du bateau le Gamba, nous fournissons aussi une assistance logistique à la Compagnie de Navigation Intérieure pour le chargement et le déchargement du navire à Gamba Mayonami et Port- Gentil.

Présente au Gabon depuis bientôt 55 ans, notre technologie et notre savoir faire nous ont permis de contribuer de façon positive à l'essor de l'industrie pétrolière du Gabon, au développement du pays et à son économie. **Shell Gabon est aujourd'hui l'un des acteurs majeurs de l'industrie pétrolière au Gabon.** Nous entendons poursuivre nos efforts afin d'être le partenaire le plus innovant et compétitif du secteur de l'Energie pour le Gabon.

“Présente au Gabon depuis bientôt 55 ans, notre technologie et notre savoir-faire nous ont permis de contribuer de façon positive à l'essor de l'industrie pétrolière du Gabon, au développement du pays et à son économie. Shell Gabon est aujourd'hui l'un des acteurs majeurs de l'industrie pétrolière au Gabon.”



Plateforme de forage à Rabi



Célébration 50 ans de Gamba de G. à D. Ministre Geudon, PDG Shell Godson Njoku Met Mme Berre Charles Tchen



Terminal Gamba

RSE

PREMIÈRES ASSISES RSE

Responsabilité sociétale des entreprises... Le Gabon tient ses 1^{ères} assises

Début juin, dans le cadre de la journée mondiale, les 1^{ères} assises de la Responsabilité sociétale et environnementale (RSE) des entreprises du Gabon ont lieu à Libreville dans l'auditorium du ministère de la forêt de l'environnement et de la protection de la nature. Le but : sensibiliser les dirigeants des sociétés exploitant les ressources naturelles du Gabon.

Événement initié par le Consortium des Entrepreneurs Nouvelle Génération (CENG), avec la participation de la Direction générale de l'Environnement et de la Protection de la nature (DGEPN). Le but, faire prendre conscience aux entreprises que l'exploitation des ressources naturelles doit impérativement respecter la réglementation en matière d'environnement.

La norme ISO 26000, celle-là qui ne délivre pas de certification particulière a été revisitée, sachant que sa ligne directrice majeure demeure la contribution au développement durable, à la santé et au bien-être des populations. Par ailleurs, ces premières assises du genre, composées de quatre panels de discussions ont touché des questions liées à la responsabilité environnementale. De nombreuses entreprises (Olam, Total Gabon, Cosumar, Addax Petroleum, Managem

etc.) se sont pliées à l'exercice des exposés sur leurs pratiques quant au respect des normes en la matière.

Entre pause et installation, nous nous sommes entretenus avec Hans Fougues, le Président du Consortium des Entrepreneurs Nouvelle Génération (CENG)

Economie Gabon+ : Pourquoi ces assises ?

Ces premières assises de la RSE se tiennent à l'occasion de la commémoration de la journée mondiale de l'environnement, une journée de réflexion et de partage sur les dangers imminents qui menacent notre planète. Comme nous l'avons vu avec les experts, il faut de toute urgence changer nos modes de production, de consommation, bref de vie. Il devient impropre de produire, de consommer sans savoir préalablement avec exactitude l'impact environne-

mental, et social. Rappelons-nous que le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Ali Bongo Ondimba a initié un nouveau paradigme de développement qui met en exergue le triptyque « Gabon Vert, Gabon Industriel, Gabon des Services », lequel constitue un gisement de création d'une croissance propre, responsable et durable. Pour les participants, l'événement aura été une opportunité pour s'informer et échanger des expériences.

EG+ : Pourquoi avoir associé la société civile, à cette rencontre ?

Hans FOUNGUES : Les collectivités, les PME et PMI, les Grandes Entreprises, les étudiants, les universitaires, les Organisations non gouvernementales, et la société civile en général et les administrations publiques, étaient au rendez-vous de ces assises afin de partager les objectifs visés par cette importante rencontre des Entrepreneurs. Autrement dit, les assises sur la RSE ont permis de sensibiliser les entreprises au concept de la responsabilité sociétale des entreprises ; d'éclairer l'opinion nationale et internationale sur les questions de la RSE au Gabon ; de promouvoir l'intégration d'une culture RSE dans la stratégie managériale et la gestion quotidienne des PME et des grandes entreprises gabonaises ; et enfin de faire des recommandations concrètes au gouver-

nement pour l'amélioration de la performance sociale et environnementale des entreprises.

C'est aujourd'hui qu'il faut travailler pour réaliser une économie émergente et responsable, afin que les générations futures trouvent un Gabon vivable, viable et équitable. Ce que Antoine de Saint-Exupéry en une phrase disait : « Nous n'héritons pas de la terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants ».

A propos du Consortium des Entrepreneurs Nouvelle Génération (CENG)

Mouvement panafricain de dirigeants, représentatifs du tissu économique, social et sociétal. Il défend l'idée d'un libéralisme responsable. Il est prêt à accompagner l'Etat, les collectivités locales, les entreprises et les projets de développement dans la mise en place d'une démarche RSE, afin de contribuer significativement à la transition du Gabon vers une économie verte, pour un développement durable.

RSE NORMES ET CERTIFICATIONS

Au-delà de l'expertise, l'aménagement des forêts doit s'adosser sur des normes et certifications.

Entretien avec Laurent Tellier responsable de Sylvafrica



Sur les normes et les certifications

Les entreprises intervenant dans le domaine forestier s'engagent dans un plan d'amélioration continu et nous, nous vérifions qu'à chaque audit, les entreprises ont mis en exécution ce sur quoi ils se sont engagés et comment améliorer ce qui doit l'être. En général les normes ISO, c'est dans une optique de progression continue. Les objectifs c'est l'entreprise qui s'engage à les atteindre. Ce qui n'est pas le cas par exemple pour la certification FSC dans le domaine forestier où il s'agit d'atteindre un niveau préétabli sans lequel, on ne peut prétendre à une certification. C'est comme si, il y a une barre et si on ne la franchit pas, on ne peut être certifié. Donc deux entreprises peuvent être certifiées Iso et ne pas avoir le même niveau d'exigence. Ce qui n'est pas le cas de la certification FSC.

Les différentes certifications sont diverses et multiples. On citera les plus communes et leur domaine de compétence.

- Iso 9001, pour la qualité du système de management ;
- Iso 14001 à l'environnement (pour son respect) ;
- Iso 26 000 consacrée à la responsabilité Sociétale des entreprises(RSE) ;

Cependant ISO ne donne pas la certification 26000, elle fait encore objet de difficultés liées à son applicabilité. La 26000 prend en compte de nombreuses certifications (l'environnement, le social, la lutte contre la corruption, les droits de l'homme, la promotion genre). Elle est par ailleurs très complexe, en ce qu'elle ne peut certifier RSE /AFAQ 26000. Mais d'autres certificateurs proposent la ISO 26 000, les entreprises se certifiant pour se démarquer des concurrents, c'est plutôt pour l'image de marque.

Dans le domaine forestier, la certification la plus demandée est la FSC (pour les bois tropicaux), elle est tellement exigeante et coûteuse que les exploitants forestiers s'en détournent finalement. Il ne faut pas perdre de vue qu'aller vers la certification à un objectif unique : Mieux vendre, au-delà de l'image de marque, et vu ce que ça coûte à l'entreprise.

Les bois certifiés FSC ne coutent pas plus cher que les autres même après l'investissement inhérent à la

certification. Cela justifie-t-il de quelques désintérets qui ont été notés ? La certification FSC est plus difficile à obtenir dans les pays tropicaux qu'en occident, parce qu'on demande aux entreprises de se substituer à l'Etat en construisant des hôpitaux, sinon des dispensaires, des écoles et un tas d'infrastructures de bases dont la construction revient en principe aux pouvoirs publics. Dans les pays tempérés on ne demande pas tout cela pour une certification FSC.

La certification ne permet pas d'éviter le trafic illégal de bois. Le bon moyen pour éradiquer le trafic, c'est de bien faire des contrôles, que les agents chargés de le faire soient exempts ce tout reproche. Il y a en Europe le FLEGT qui est un accord de partenariat entre les différents partenaires de l'UE. Il garantit la légalité de l'exploitation du bois car il y a de la traçabilité. Dans les pays où il n'y a pas encore d'accord FLEGT, comme le Gabon, c'est ce que l'on appelle le RBEU (le Règlement sur le Bois de l'Union Européenne) qui est de rigueur. Pour tout chargement de bois qui arrive en Europe, l'importateur doit s'assurer qu'il est légal. Il doit donner la preuve de son origine, c'est ce qu'on appelle « Due Diligence ». Sylvafrica se charge donc pour les exportateurs de faire un Audit auprès des exploitants forestiers pour s'assurer du lieu de l'exploitation et garantir que l'exploitation se fait en toute légalité. Dans ce cadre, il y a en qui exportaient en Europe et qui ne peuvent plus le faire pour non-conformité sur l'origine du bois. Le fait de juger de la légalité n'est pas en réalité du ressort des auditeurs.

La certification permet de pallier aux insuffisances des certaines administrations. Les lois existent et sont bien faites, le seul problème est de les faire appliquer. Il ya des passe-droits qui créent de la concurrence déloyale ; ce qui fait fuir les investisseurs. Le véritable problème c'est lorsque l'on se laisse corrompre ; et c'est pire si c'est un gabonais, car lui doit savoir que toutes les mesures mises en place le sont pour les générations futures, pour que ces dernières puissent également bénéficier de la forêt. **C'est là où vient la notion de développement durable.**

Certains exploitants organisent des rencontres avec les autorités locales et les soudoient avec de l'argent liquide et font ce qu'ils veulent après de la forêt qu'ils

exploitent. C'est donc une conscience patriotique de chaque personne chargée de contrôler ou faire appliquer la loi. Il n'y aurait pas de certification que l'on se contenterait de la réputation. C'est ce qu'on appelle image de marque. Au Gabon, « Exportation du bois » est synonyme de 60% environ, de bois illégal... ce qui est énorme.

M. Laurent Tellier sur les bourses du bois pour l'approvisionnement des petits exploitants

« Vous savez, la plupart des exploitants sont également des transformateurs. L'idée dans cette optique, est de spécialiser le secteur afin de le rendre plus performant. Une petite société ne peut pas avoir facilement accès au marché international. Donc lui donner un accès au marché international en organisant le secteur avec des coopératives répond à une forte demande ».

Sur l'évolution de l'exploitation forestière au Gabon

« Je n'ai pas les statistiques mais je crois qu'elle est en baisse. Il y a des métiers qui ont tendance à disparaître, comme celui de prospecteur. Il se transmettait de père en fils et, avec l'arrêt des chantiers forestiers, il devient de plus en plus difficile de trouver un prospecteur aujourd'hui ».

Sur les espèces en disparition

« Ils y a des espèces comme les Kevazingo qui sont en voie de disparition, elles ont été surexploitées. On a interdiction d'exploiter les arbres de plus de 2 mètres de diamètre et ceux de moins de 80 cm de diamètre. Et ça continue, on s'en rend compte à Libreville, cela veut dire que le bois a passé plusieurs

barrières des eaux et forêts, le Kevazingo, il y a quelques années n'était pas exploité par ce qu'ils étaient lourds. Mais vu que c'est devenu à la mode les riches en Chine, il y a eu tout d'un coup, un fort intérêt pour cette essence.

Le bois est noir et dur, il a une très belle texture... Ils veulent tous avoir des meubles en Kevazingo. Le Kevazingo n'est pas totalement interdit, à l'inverse du MOABI, du DOUKA et de l'OZIGO qui, eux, le sont strictement. Mais à mon avis, le Kevazingo devrait être interdit. Il y a quelques temps, tout le monde s'arrachait l'OKANE ; puis, tout d'un coup, les gens se sont désintéressés. L'OZIGO qui représente 15% des ressources, ne devrait pas être interdit ».

L'homme influence beaucoup la composition des forêts. En exemple : les anciennes régions d'habitations aujourd'hui abandonnées, sont celles où l'Okoumé a le plus prospéré ; car l'Okoumé pousse très mal en forêt dense lorsqu'il est en concurrence avec les autres arbres.

Dernier mot : Que répondez-vous, si on vous dit Développement durable ?

« Préserver les ressources naturelles, dont la forêt, tout en assurant des emplois dignes ou des activités génératrices de revenus (AGR). Ils y a des gens qui vivent autour des forêts, ils doivent vivre des ressources de la forêt, et juste de ce dont ils ont besoin. Prenez le garcinia (le bois amer), on en trouve qu'à certains endroits. Je trouve que sa récolte est devenue intensive. Donc il n'y a pas que le point de vue de l'exploitant forestier, il y a d'autres secteurs où il faut de la réglementation notamment sur les produits forestiers non ligneux.

Implanté à Libreville depuis 2000, Sylvafrica opère dans le domaine forestier. À l'origine, filiale à capitaux français et allemands, aujourd'hui 100% filiale de l'Office National des forêts internationales (ONFI), ce Bureau d'étude dont la base est en France offre une palette de services appliqués à la gestion des écosystèmes forestiers. Il travaille étroitement avec les entreprises détentrices de concession en forêt dense humide, en bonne intelligence avec les partenaires institutionnels. Au Gabon, Sylvafrica intervient sur environ 6 millions d'ha, près de la moitié de la surface concédée à l'exploitation forestière, dans les activités suivantes :

- Études de faisabilité de plans d'aménagement et montages financiers : analyse des opportunités d'investissements ;
- Élaboration des plans d'aménagement : cartographie, inventaires, diagnostics d'investissements, diagnostic de la ressource, évaluation de concessions, aide à la recherche de financements ; diagnostics écologiques, études socio-économiques, calcul de la rotation et des diamètres d'exploitation, découpage en séries, rédaction du plan d'aménagement ;
- Rédaction des plans de gestion et des plans annuels d'opération ;

- Inventaires d'exploitation des assiettes annuelles de coupe, avec relevés GPS des arbres ;
- Suivi et contrôle des plans d'aménagement : monitoring opérationnel, à l'échelle inventoriés, permettant d'assurer une traçabilité complète de la souche au produit fini ; suivi annuel des activités sur une concession, appuyé par l'utilisation d'images satellite à haute résolution, et mise en place de dispositifs permanents de suivi à long terme de l'évolution du milieu suite à la mise en œuvre des plans d'aménagement ;
- Préparation aux certifications forestières OLB (Origine et Légalité du Bois), FSC, PAFC ;
- Conseil aux importateurs de bois tropicaux dans la mise en œuvre du Règlement européen (FLEGT) ;
- Formations à l'exploitation à faible impact (inventaires, abattage, tracé des pistes...)
- Études d'impact environnemental.

Grâce à sa très bonne connaissance du milieu forestier tropical, Sylvafrica est en mesure de proposer des solutions adaptées et pragmatiques aux professionnels du secteur forêt-bois en Afrique centrale. Par ailleurs, le Siège d'ONFI est impliqué dans plusieurs dossiers au Gabon, dossiers à caractère institutionnel comme le Plan Climat du Gabon.



**Le Gabon offre des opportunités
et nous le meilleur de la banque.**

Agences bancaires

- Etoile Siège**
Centre ville
- Etoile Excellium**
Feux tricolores
Batterie 4
- Etoile Océan**
Feux tricolores
Glass
- Etoile Orion**
Zone Industrielle
Owendo
- Etoile Pégase**
Carrefour Gigi
Avorbam
- Etoile Phenix**
Station Pétro Gabon
Charbonnages
- Etoile Neptune**
Okala
- Etoile Cassiopée**
Station Pétro Gabon
PK9
- Etoile Capella**
Station Pétro Gabon
Owendo
- Etoile Port-Gentil**
Avenue Pierre Savorgnan de Brazza
- Etoile Moanda**
Centre ville
- Etoile Gaia**
Nguéma à Oyem

Points cash

- Point cash ADL**
Hall aéroport de Libreville
- Point cash Damas** 
Entre l'école Sacré Coeur et la SEEG d'Awendjé
- Point cash Andromède**
Station Pétro Gabon Démocratie
- Point cash Glass** 
Entre la pharmacie de Glass et l'hôtel Re-Ndama
- Point cash I.A.I** 
Echangeur I.A.I route Sovog
- Point cash Nzeng-ayong** 
Station Pétro Gabon
- Point cash Moanda** 
Centre ville à Moanda
- Point cash Okala** 
En face de la station Pétro Gabon
- Point cash Siège**
En face de la Présidence
- Point cash Akébé** 
Marché d'Akébé



Tél.: (+241) 01 79 63 88
E-mail : eqc@bgfi.com

www.bgfi.com



BGFI Bank
Votre partenaire pour l'avenir

BGFIBank Gabon, SA, avec Conseil d'Administration au capital de 53 767 990 000 CFA-Statistique N° 071282FR C.C.M. de Libreville N° 2010 B 09140-Siège social : 1295, Boulevard de l'Indépendance
B.P. 2263 Libreville (Gabon) - Tél. : (241) 01 79 63 88 - Fax : (241) 01 74 44 95 - www.bgfi.com - Telex : 5265 GO - Swift : BGFIBG21

moov**bonus jour**
Des bonus quotidiens
vers tous les réseaux !



150%
à 300%
de crédit

300%
de crédit

Tapez ***131*300#**
Coût : 300 F

200%
de crédit

Tapez ***131*200#**
Coût : 250 F

150%
de crédit

Tapez ***131*150#**
Coût : 200 F

Le crédit est valable pour les appels locaux le jour de la souscription jusqu'à 23H59.



www.facebook.com/moovgab

groupe
etisalat

www.moov.ga

servicedclients@moov.ga

4443 (payant, 25 F l'appel) 4445 (gratuit)

Offre susceptible de modification sans préavis

drive dentsu